

1350 / 1 - 90 / 91 (Chambre)  
1112 - 1 (1989-1990) (Sénat)

## Chambre des Représentants et Sénat de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

13 NOVEMBRE 1990

### RAPPORT

relatif au mémorandum belge  
préparé à l'occasion de la  
Conférence des Parlements de  
la Communauté européenne  
(Rome, 27-30 novembre 1990)

FAIT AU NOM DES COMITES D'AVIS  
CHARGES DES QUESTIONS EUROPEENNES (1)

PAR

MM. VAN WAMBEKE, DEHOUSSE,  
VERSCHUEREN, VANDERMAELEN

(1) Composition des Comités d'Avis :

— Chambre des Représentants

Président : M. Nothomb.

**A. — Chambre des Re-  
présentants :**

C.V.P. Mme Kestelijn-Sierens, M.  
Van Wambeke  
P.S. MM. De Raet, Santkin.  
S.P. MM. Van der Maelen, Wil-  
lockx.  
P.V.V. M. Mahieu.  
P.R.L. M. Damseaux.  
P.S.C. M. Gehlen.  
V.U. Mme Maes.  
Agalev/  
Ecolo

**B. — Parlement européen :**

MM. Marck, Pinxten.  
Mme Dury, M. Di Rupo.  
MM. Galle, Van Outrive.  
M. De Gucht.  
M. de Donnée.  
M. Herman.  
M. Lannoye.

— Sénat

Président : M. Gijs.

C.V.P. MM. De Bondt, De Cooman,  
Deneir, Kelchtermans.  
P.S. Mme Blomme, MM. De-  
housse, Henneuse, Mahoux,  
Pécriaux.  
S.P. M. Leclercq, Mme Lieten-  
Croes, MM. Stroobant,  
Verschueren.  
P.V.V. MM. Bosmans, De Backer.  
P.R.L. MM. Hasquin, Hatry, Mme  
Mayence-Goossens.  
P.S.C. M. Cerexhe, Mme Hanquet.  
V.U. H. De Belder.  
Agalev/  
Ecolo

1350 / 1 - 90 / 91 (Chambre)  
1112 - 1 (1989-1990) (Sénat)

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers en Senaat

GEWONE ZITTING 1990-1991

13 NOVEMBER 1990

### VERSLAG

over het Belgisch memorandum  
ter voorbereiding van de  
Conferentie van de Parlementen  
van de Europese Gemeenschap  
(Rome, 27-30 november 1990)

NAMENS DE ADVIESCOMITES VOOR  
EUROPESE AANGELEGENHEDEN (1)

UITGEBRACHT DOOR

DE HEREN VAN WAMBEKE, DEHOUSSE,  
VERSCHUEREN, VANDERMAELEN

(1) Samenstelling van de Adviescomités :

— in de Kamer van Volksvertegenwoordigers

Voorzitter : de heer Nothomb.

**A. — Kamer van Volks-  
vertegenwoordigers :**

C.V.P. Mevr. Kestelijn-Sierens, H.  
Van Wambeke  
P.S. HH. De Raet, Santkin.  
S.P. HH. Van der Maelen, Wil-  
lockx.  
P.V.V. H. Mahieu.  
P.R.L. H. Damseaux.  
P.S.C. H. Gehlen.  
V.U. Mevr. Maes.  
Agalev/  
Ecolo

**B. — Europees Parlement :**

HH. Marck, Pinxten.  
Mevr. Dury, H. Di Rupo.  
HH. Galle, Van Outrive.  
H. De Gucht.  
H. de Donnée.  
H. Herman.  
H. Lannoye.

— in de Senaat

Voorzitter : de heer Gijs.

C.V.P. HH. De Bondt, De Cooman,  
Deneir, Kelchtermans.  
P.S. Mevr. Blomme, HH. De-  
housse, Henneuse, Mahoux,  
Pécriaux.  
S.P. H. Leclercq, Mevr. Lieten-  
Croes, HH. Stroobant, Ver-  
schueren.  
P.V.V. HH. Bosmans, De Backer.  
P.R.L. HH. Hasquin, Hatry, Mevr.  
Mayence-Goossens.  
P.S.C. H. Cerexhe, Mevr. Hanquet.  
V.U. H. De Belder.  
Agalev/  
Ecolo

MESDAMES, MESSIEURS,

La Chambre des Représentants et le Sénat n'ont pas manqué d'apporter au cours des années une grande attention à la construction européenne.

Cette attention a encore été avivée par la perspective des Conférences intergouvernementales (CIG) sur l'Union économique et monétaire et sur l'Union politique de décembre prochain.

Pour la première fois, avant les CIG, un vaste congrès parlementaire européen réunira à la fois des délégations représentatives du Parlement européen, d'une part, et des assemblées législatives des Etats membres de la Communauté européenne, d'autre part.

Le principe de cette réunion a été retenu, d'abord sous la dénomination d'Assises parlementaires européennes, ensuite sous celle, de Conférence des Parlements de la Communauté européenne.

Cette conférence se tiendra à Rome du 27 au 30 novembre 1990 et sera organisée par le Parlement italien. Elle permettra aux Parlements des douze Etats membres et au Parlement européen d'exprimer leur position sur la direction que devraient prendre les travaux des conférences intergouvernementales de décembre. De cette manière, les assemblées législatives des Etats Membres, qui ont toujours été associés à la construction européenne par la ratification des actes constitutifs des Communautés européennes, pourront pour la première fois participer à l'orientation des travaux intergouvernementaux.

Cette opportunité a retenu aussi bien l'attention de la Conférence des Présidents des Assemblées parlementaires européennes que celle de la conférence des Comités d'avis chargés des questions européennes.

Ces deux instances ont consacré plusieurs réunions à la préparation de la Conférence de Rome.

On trouvera en annexe I un aperçu chronologique des différentes réunions dans le cadre de la coopération interparlementaire européenne.

Ainsi, les Présidents des Assemblées parlementaires européennes ont jeté les bases de l'organisation matérielle de la Conférence de Rome.

Il a été convenu que la Conférence accueillera 258 participants, répartis comme suit : 173 membres des Assemblées parlementaires des Etats membres de la Communauté européenne (8 pour la Belgique) et 85 parlementaires européens (la proportion étant d'environ deux tiers, un tiers). (Voir pour plus de détails le compte-rendu de la réunion du 20 septembre en Annexe II).

D'autre part, puisqu'il était acquis que dans le cadre normal de ses travaux le Parlement européen ferait connaître sa position, il a paru nécessaire de faire en sorte que l'ensemble des Parlements des Etats Membres puissent eux aussi faire entendre une voix commune.

DAMES EN HEREN,

De Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat hebben in de loop der jaren ruim aandacht besteed aan de Europese eenmaking.

Deze aandacht is nog aangescherpt in het vooruitzicht van de intergouvernementele conferenties (IGC) van december eerstkomend over de Economische en Monetaire Unie en over de Politieke Unie.

Voor het eerst zal, nog vóór de IGC, een uitgebreid Europees parlementair congres worden bijeengeroepen met representatieve afvaardigingen van zowel het Europees Parlement als van de Wetgevende Vergaderingen van de Lidstaten van de Europese Gemeenschap.

Voor deze vergadering had men aanvankelijk de benaming « Europese parlementaire Assisen » gekozen; later is dat « Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap » geworden.

Die conferentie komt van 27 tot 30 november 1990 te Rome bijeen, en zal georganiseerd worden door het Italiaanse Parlement. De Parlementen van de twaalf Lidstaten van de Europese Gemeenschap en het Europese Parlement zullen er bepalen welke richting de werkzaamheden van de intergouvernementele conferenties van december moeten uitgaan. De wetgevende assemblées van de Lidstaten, die via de bekrachtiging van de oprichtingsakten van de Europese Gemeenschap altijd bij de Europese eenmaking zijn betrokken, kunnen nu voor het eerst de intergouvernementele werkzaamheden mede oriënteren.

Zowel de Conferentie van Voorzitters van de Europese Parlementaire Assemblées als de Conferentie van de Adviescomités voor Europese aangelegenheden hebben het belang hiervan ingezien.

Beide organen hebben verscheidene vergaderingen gewijd aan de voorbereiding van deze Conferentie van Rome.

Bijlage I geeft een chronologisch overzicht van de verschillende vergaderingen die in het raam van de Europese interparlementaire samenwerking hebben plaats gevonden.

De Voorzitters van de Europese parlementaire Assemblées hebben aldus de aanzet gegeven tot de materiële organisatie van de Conferentie van Rome.

Er is overeengekomen dat de Conferentie zal worden bijgewoond door 258 deelnemers, waaronder 173 leden van de parlementaire vergaderingen van de Lidstaten van de Europese Gemeenschap (8 leden voor België) en 85 leden van het Europees Parlement in de verhouding van ongeveer twee derde en één derde. (Voor meer details, zie Bijlage II met het verslag van de vergadering van 20 september).

Voorts leek het aangewezen dat alle Parlementen van de Lidstaten op hun beurt een gezamenlijk standpunt zouden innemen, aangezien het Europees Parlement, in het raam van zijn normale werkzaamheden ook een eigen standpunt formuleert.

Mais le thème central de la Conférence de Rome est vaste. Il porte en effet sur l'avenir de la Communauté et sur les implications, pour la Communauté européenne et ses Etats Membres, des propositions en matière d'Union économique et monétaire et en matière d'Union politique, et plus particulièrement le rôle des Parlements nationaux et du Parlement européen.

Pour susciter et organiser à la fois la réflexion de chaque assemblée législative, la Conférence des Comités d'avis chargés des questions européennes, réunie à Rome les 1 et 2 octobre dernier, a adopté à l'unanimité un questionnaire-type qui a été adressé ensuite à chacun des Parlements des Etats Membres (voir le compte-rendu de cette réunion en Annexe III).

Il a paru tant au Comité d'avis du Sénat qu'au Comité d'avis de la Chambre qu'une position commune des deux Chambres du Parlement belge aurait plus de poids dans la discussion à venir.

En outre, les Présidents de la Chambre et du Sénat ont invité les Présidents des Conseils régionaux et communautaires à émettre leurs suggestions.

Au cours des réunions conjointes (Chambre et Sénat) qui ont eu lieu les 11, 19, 23 et 29 octobre 1990 un mémorandum commun a été élaboré.

Le texte de ce mémorandum commun, dont le plan correspond bien entendu au schéma convenu à Rome, figure à la suite de la présente introduction. Il est le fruit des réflexions tant des membres du Comité d'avis du Sénat que de celui de la Chambre, mais également des observations formulées par les parlementaires européens élus en Belgique qui ont accepté de participer à nos travaux.

En outre, le texte s'inspire naturellement des résolutions votées précédemment par la Chambre ou par le Sénat et notamment la résolution du 24 mai 1984, adoptée au Sénat, en faveur du projet de traité instituant l'Union européenne, ainsi que les résolutions du 10 juillet 1986 (Chambre) et du 24 juillet 1986 (Sénat), dans lesquelles était soulignée la nécessité de donner un mandat au Parlement européen pour établir un projet d'Union européenne qui devra être soumis à l'approbation des Parlements nationaux et celle du 13 juillet 1990 sur la réalisation de l'Union européenne et la préparation des assises parlementaires sur l'avenir de l'Europe.

Tel quel, ce document a été transmis comme les contributions des autres assemblées législatives au Parlement européen ainsi qu'au Parlement italien, qui a accepté la charge du Secrétariat préparatoire à la Conférence de Rome.

Dès le 12 novembre de cette année, une réunion préparatoire des Présidents des Comités d'avis s'est

Het centrale thema van de Conferentie van Rome is veelomvattend. Het gaat immers om de toekomst van de Gemeenschap en de gevolgen die de voorstellen op het stuk van de Economische en Monetaire Unie en van de Politieke Unie zullen hebben voor de Europese Gemeenschap en de Lidstaten, vooral dan de rol van de nationale Parlementen en van het Europese Parlement daarin.

Om elke parlementaire Assemblée tot enig denkwerk aan te zetten, heeft de Conferentie van de Adviescomités voor de Europese aangelegenheden die op 1 en 2 oktober laatstleden te Rome vergaderde, eenparig haar goedkeuring gehecht aan een vragenlijst die aan ieder van de Parlementen van de Lidstaten is bezorgd (zie het verslag van deze vergadering in Bijlage III).

Zowel in het Adviescomité van de Senaat als in dat van de Kamer was men van oordeel dat een gemeenschappelijk standpunt meer gewicht in de schaal zou leggen bij de komende besprekingen.

Bovendien hebben de Voorzitters van Kamer en Senaat gevraagd aan de Voorzitters van de Gewest- en Gemeenschapsraden hun eventuele suggesties mee te delen.

Tijdens de gezamenlijke vergaderingen (Kamer en Senaat) van 11, 19, 23 en 29 oktober 1990 werd een gemeenschappelijk memorandum opgesteld.

De tekst van dat gemeenschappelijk memorandum, waarvan het plan uiteraard overeenstemt met het schema waarover men het in Rome eens was geworden, volgt na deze inleidende uiteenzetting. Die tekst is het resultaat van het denkwerk zowel van de leden van het Adviescomité van de Senaat als van die van de Kamer, doch tevens van de opmerkingen van de in België verkozen Europarlementsleden die aan onze werkzaamheden hebben deelgenomen.

Daarenboven heeft men zich, bij het opmaken van die tekst, uiteraard laten leiden door de resoluties die reeds eerder door Kamer of Senaat werden aangenomen : meer bepaald de op 24 mei 1984 in de Senaat goedgekeurde resolutie ten gunste van het ontwerp van Verdrag tot oprichting van de Europese Unie, de resoluties van 10 juli 1986 (Kamer) en 24 juli 1986 (Senaat) waarin gewezen wordt op de noodzaak om het Europees Parlement te machtigen tot het opmaken van een ontwerp van Europese Unie dat aan de Parlementen van de Lidstaten ter goedkeuring zal moeten worden voorgelegd, alsmede die van 13 juli 1990 betreffende de totstandbrenging van de Europese Unie en de voorbereiding van de Parlementaire Assisen met betrekking tot de toekomst van Europa.

Evenals de respectieve bijdragen van de andere Parlementaire Assemblées, werd dat document als dusdanig overgezonden aan het Europese Parlement en aan het Italiaanse Parlement, dat aanvaard heeft het Secretariaat ter voorbereiding van de Conferentie van Rome op zich te nemen.

Op 12 november jongstleden heeft een voorbereidende vergadering van de Voorzitters van de Ad-

attachée à définir, à partir des documents transmis, une contribution globale qui fixe dans toute la mesure du possible la position des Parlements des États Membres de la Communauté européenne.

Un rapport ultérieur sera présenté sur les résultats des travaux de cette réunion préparatoire, de façon à ce que le Sénat et la Chambre puissent se prononcer en séance plénière avant la tenue de la Conférence de Rome.

\*  
\* \*

Le projet de mémorandum qui suit, a été adopté par les Comités d'avis de la Chambre et du Sénat à l'unanimité.

*Les Présidents,*

*Les Rapporteurs,*

Ch.-F. NOTHOMB (Ch)	H. VAN WAMBEKE (Ch)
B. GIJS (S)	J.-M. DEHOUSSE (S)
	K. VERSCHEUREN (S)
	D. VAN DER MAELEN (Ch)

viescomités op basis van de overgezonden documenten een stand van zaken opgemaakt waarin de respectieve standpunten van de Parlementen van de Lidstaten van de Europese Gemeenschap worden gerecapituleerd.

Over de resultaten van de werkzaamheden van die voorbereidende vergadering zal achteraf een verslag worden ingediend zodat Kamer en Senaat zich daarover alsnog kunnen uitspreken vóór het begin van de Conferentie van Rome.

\*  
\* \*

Het hiernavolgende ontwerp-memorandum werd door de Adviescomités van Kamer en Senaat eenparig aangenomen.

*De Voorzitters,*

*De Rapporteurs,*

Ch.-F. NOTHOMB (K)	H. VAN WAMBEKE (K)
B. GIJS (S)	J.-M. DEHOUSSE (S)
	K. VERSCHEUREN (S)
	D. VAN DER MAELEN (K)

**PROJET DE MEMORANDUM**

(Texte adopté par les Comités d'avis  
chargés de questions européennes,  
de la Chambre et du Sénat)

**I. — LES NOUVEAUX OBJECTIFS DE LA  
COMMUNAUTÉ : REVISION  
DES TRAITES EXISTANTS  
OU NOUVEAU TRAITE**

La préférence doit être donnée à la révision des traités existants.

Un traité complémentaire peut être envisagé en ce qui concerne la réalisation de l'Union politique, ainsi que pour concrétiser la dimension sociale, culturelle et écologique européenne.

Le Traité de Rome (1957), fondé essentiellement sur une philosophie économique (dont le « social » est censé découler automatiquement), doit être étendu à la dimension sociale, culturelle et écologique, et ce, sur une base « volontariste ».

A terme, une Constitution européenne doit être élaborée (par le Parlement européen, les parlements nationaux et les gouvernements).

**a) L'Union économique et monétaire et la  
cohésion économique et sociale**

L'UEM constitue un élément fondamental de la future Union. Elle doit permettre de réaliser des objectifs tels que :

- amélioration du niveau de vie;
- amélioration de l'emploi;
- amélioration de la capacité concurrentielle de l'économie européenne;
- stabilité des prix et de la monnaie;
- l'élimination des disparités régionales;
- convergence équilibrée entre l'économie et le social avec respect de l'écologie.

La réalisation de l'UEM et de l'UPE doit aller de pair avec la réalisation d'une « Union sociale ».

*a.1) Calendrier des étapes pour la réalisation de l'Union économique et monétaire; conditions à remplir avant de passer à la phase suivante*

La réalisation de l'UEM doit se faire par étapes, mais selon un calendrier clairement établi et dans le respect d'un certain nombre de conditions (autonomie de la banque centrale européenne, contrôle démocratique de sa politique par les instances politiques, convergence des politiques économique et budgétaire des Etats membres ...)

Le calendrier ne peut être imposé uniformément aux 12 Etats membres par les instances communautaires.

**ONTWERP-MEMORANDUM**

(Tekst aangenomen door de Adviescomités  
voor Europese aangelegenheden  
in Kamer en Senaat)

**I. — DE NIEUWE DOELEINDEN VAN DE  
GEMEENSCHAP : HERZIENING  
VAN DE BESTAANDE VERDRAGEN  
OF NIEUWE VERDRAGEN**

Voorkeur moet worden gegeven aan de herziening van de bestaande verdragen.

Voor de uitbouw van de Politieke Unie evenals van de sociale, culturele en ecologische dimensie kan een bijkomend verdrag worden overwogen.

Het Verdrag van Rome (1957), dat in essentie een economische basisfilosofie heeft (waaruit het « sociale » geacht wordt automatisch voort te vloeien) moet worden uitgebreid tot de sociale, culturele en ecologische dimensie.

Op termijn moet een Europese Grondwet worden opgesteld (door het Europees Parlement, de Nationale Parlementen en de Regeringen).

**a) De economische en monetaire Unie en de  
economische en sociale samenhang**

De EMU is een fundamenteel bestanddeel van de toekomstige Unie. Met de EMU dienen onder meer volgende doelstellingen te worden verwezenlijkt :

- verhoging van de levensstandaard;
- verbetering van de werkgelegenheid;
- verbetering van het concurrentievermogen van de Europese economie;
- munt- en prijsstabiliteit;
- wegwerken van de regionale ongelijkheden;
- evenwichtige convergentie tussen het economische en het sociale met respect voor het leefmilieu.

De uitbouw van de EMU en de EPU dient samen te gaan met de uitbouw van een « Sociale Unie ».

*a.1) Tijdschema (etappes) voor de totstandkoming van de economische en monetaire unie; te vervullen voorwaarden vooraleer naar de volgende fase kan worden overgegaan*

De totstandkoming van de EMU moet stapsgewijs, maar volgens een duidelijk afgesproken kalender en met inachtneming van een aantal voorwaarden geschieden (autonomie van de Europese centrale bank, democratische controle door de politieke instellingen over haar beleid, convergentie van het economisch en begrotingsbeleid van de Lidstaten ...)

Het tijdschema hoeft niet uniform door de EG-instanties te worden opgelegd aan de 12 lidstaten.

Il faut tenir compte de la situation spécifique de chacun des Etats membres, ainsi on se gardera de placer un Etat membre dans une situation conflictuelle impossible sur le plan social. La solidarité financière entre les Etats membres doit éventuellement jouer pour amortir les difficultés.

La deuxième phase doit débiter rapidement et si possible le 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Le contenu de cette deuxième phase doit toutefois être défini avec plus de précision. Cela implique notamment :

1. une description précise du contenu et des procédures du système européen des banques centrales (SEBC);
2. la poursuite du renforcement du système multilatéral de surveillance, qui permet aux Etats membres d'exercer des pressions l'un sur l'autre afin de progresser vers une politique économique commune.

*a.2) Convergence des politiques économiques et budgétaires*

Une UEM implique une convergence progressive des politiques économique et monétaire.

Dans le cadre de cette convergence, les Etats membres doivent disposer d'un certain pouvoir discrétionnaire dans la mise en œuvre de cette politique.

La stabilité monétaire requiert une discipline budgétaire dans les Etats membres, ce qui ne signifie pas qu'il faille imposer des règles uniformes et contraignantes pour réduire l'ampleur de ces déficits nationaux. Une réglementation européenne peut néanmoins comprendre les principes suivants :

1. il faut rejeter le financement monétaire des déficits nationaux;
2. il faut également rejeter toute aide financière obligatoire aux Etats membres ayant un déficit considérable, qui serait éventuellement imposée par la Communauté européenne (no bailing out);
3. il faut une description de ce qu'on entend par un déficit exorbitant.

*a.3) Formes de financement de la Communauté et harmonisation fiscale*

La Communauté doit financer sa politique dans toute la mesure du possible à l'aide de fonds propres. Le principe du « juste retour » doit être rejeté, car il est non-fédéral.

Afin de répondre aux besoins communautaires actuels et nouveaux (solidarité avec des Etats membres plus pauvres de la CE; responsabilités vis-à-vis de l'Europe de l'Est; etc.), il faudra chercher des moyens nouveaux ou complémentaires.

Pour éviter que les missions du Gouvernement, la discipline budgétaire, et une distribution équitable de la pression fiscale, soient mises en péril par une défiscalisation compétitive, l'harmonisation fiscale doit être réalisée le plus vite possible.

Er moet rekening gehouden worden met de specifieke situatie van elke lidstaat. Een lidstaat mag niet in een onmogelijke sociale conflictsituatie worden gebracht. Eventueel moet voor het opvangen van moeilijkheden de financiële solidariteit tussen de lidstaten spelen.

De tweede fase moet zo spoedig mogelijk en bij voorkeur tegen 1 januari 1993 aanvangen.

De inhoud van deze tweede fase moet echter nauwkeuriger omschreven worden. Dit houdt onder meer in :

1. precieze omschrijving van de inhoud en procedures van het Europees Systeem van Centrale Banken (ESCB);
2. een verdere versterking van het multilaterale bewakingssysteem waardoor de EG-lidstaten onderling druk uitoefenen in de richting van een gemeenschappelijke economische politiek.

*a.2) Convergentie van het economisch en budgettair beleid*

Een EMU veronderstelt de convergentie van het economisch en monetaire beleid en dit op progressieve wijze.

In het kader van deze convergentie moeten de lidstaten bij de uitvoering over een zekere discretionaire bevoegdheid beschikken.

Begrotingsdiscipline in de lidstaten is een vereiste voor monetaire stabiliteit. Dit betekent evenwel niet dat strikte, bindende regels ten opzichte van de omvang van deze nationale deficits moeten opgelegd worden. Europese reglementering mag niettemin volgende principes inhouden :

1. monetaire financiering van staatsdeficits zou moeten worden afgewezen;
2. een mogelijke EG-verplichting tot financiële steun aan lidstaten met een hoog deficit zou eveneens moeten worden afgewezen (no bailing out);
3. er dient te worden omschreven wat onder een overmatig overheidsdeficit dient te worden verstaan.

*a.3) Financieringsvormen van de Gemeenschap en fiscale harmonisering*

De Gemeenschap dient haar beleid zoveel mogelijk met eigen middelen te financieren. Het principe van de « juste retour » dient als niet-federaal van de hand te worden gewezen.

Om tegemoet te komen aan bestaande en nieuwe communautaire noden (solidariteit met armere lidstaten van de EG; verantwoordelijkheden ten aanzien van Oost-Europa; enz.) zullen nieuwe of bijkomende middelen moeten worden gezocht.

Teneinde te voorkomen dat zowel de essentiële opdrachten van de Staat, de begrotingsdiscipline en de rechtvaardige spreiding van de belastingsdruk, door een competitieve defiscalisering in gevaar worden gebracht, moet zo snel mogelijk de fiscale harmonisering tot stand worden gebracht.

La CE pourra mettre en œuvre une politique fiscale propre lorsque l'harmonisation de la politique fiscale des Etats membres aura été réalisée.

a.4) *Contrôle démocratique sur les nouvelles institutions monétaires*

Les statuts du système européen des banques centrales doivent définir explicitement les objectifs économiques généraux de la Communauté. Les objectifs sont notamment l'emploi, les équilibres régionaux, la redistribution des richesses, la politique industrielle et la stabilité des prix.

Le système européen des banques centrales (SEBC) doit disposer d'une large autonomie mais ne peut s'écarter des orientations en matière de politique économique qui ont été fixées par les organes compétents élus démocratiquement. Les dirigeants du SEBC doivent se justifier vis-à-vis des organes démocratiquement légitimés.

a.5) *Cohésion économique et sociale*

Simultanément à la réalisation d'une Union économique et politique, il convient également de réaliser une Union sociale. La notion de cohésion économique et sociale ne suffit pas pour indiquer que l'Europe a besoin d'une politique sociale volontariste en vue d'éliminer les grandes différences existant dans le domaine social.

Pour réaliser l'Union économique et sociale, il convient, parallèlement à la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire, d'appliquer notamment les dispositions de la « Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs ».

Une Union sociale doit également faciliter la libre circulation des personnes.

Pour pouvoir accomplir des missions sociales, les Etats membres et la Communauté européenne doivent être en mesure de posséder ou de créer leurs propres services publics.

**b) L'Union politique**

Vu l'évolution de la Communauté et les développements aux niveaux européen et mondial, il est nécessaire que les Etats membres agissent comme une unité. C'est pour cela qu'une Union politique doit être mise en place.

b.1) *Sécurité et politique extérieure*

La coopération politique européenne doit être intégrée dans le Traité et dans les structures communautaires.

En outre, une politique de sécurité ne peut pas se limiter à ses seuls aspects politiques et économiques.

De EG mag slechts een eigen fiscaal beleid voeren na de harmonisering van het fiscaal beleid van de lidstaten.

a.4) *Democratische controle van de nieuwe monetaire instellingen*

De statuten van het Europees Stelsel van Centrale Banken moeten expliciet de algemene economische doelstellingen van de Gemeenschap vermelden. Die doelstellingen zijn onder meer werkgelegenheid, regionale evenwichten, welvaartsherverdeling, industriële politiek en prijsstabiliteit.

Het Europees Stelsel van Centrale Banken (ESCB) dient over een grote mate van autonomie te beschikken zonder evenwel afbreuk te doen aan de orientaties inzake economisch beleid die door de bevoegde, democratisch verkozen organen worden vastgelegd. De leiders van het ESCB zijn verantwoording verschuldigd aan de democratisch gelegitimeerde instanties.

a.5) *Economische en sociale samenhang*

Samen met een economische en politieke unie moet er eveneens een Sociale Unie tot stand worden gebracht. Het begrip economische en sociale samenhang volstaat niet om weer te geven dat Europa een voluntaristisch sociaal beleid nodig heeft ten einde de grote bestaande sociale verschillen weg te werken.

Ter verwezenlijking van de economische en sociale Unie dienen, samen met de totstandkoming van de EMU, onder meer de bepalingen van het « Gemeenschapshandvest van de sociale grondrechten van de werkenden » parallel te worden uitgevoerd.

Een Sociale Unie moet tevens het vrij verkeer van personen vergemakkelijken.

Ten einde sociale dienstverlenende opdrachten te vervullen, moeten de lidstaten en de Europese Gemeenschap in staat zijn eigen openbare diensten te bezitten of op te richten.

**b) De Politieke Unie**

Gelet op de evolutie in de Gemeenschap en op de Europese en mondiale ontwikkelingen, dienen de lidstaten van de EG naar buitenuit als een sterkere eenheid op te treden. Daarom moet een Politieke Unie tot stand worden gebracht.

b.1) *Veiligheid en buitenlands beleid*

De Europese politieke samenwerking moet worden geïntegreerd in het Verdrag en in de Gemeenschapsstructuren.

Een gemeenschappelijk Veiligheidsbeleid mag overigens niet tot de louter politieke en economische aspecten ervan worden beperkt.

b.2) *Politique sociale*

La politique sociale ne peut se limiter à pallier les conséquences sociales néfastes du processus européen de restructuration économique.

Il convient de mener une politique sociale autonome et volontariste, ce qui implique l'adhésion de la Communauté en tant que telle à la « Charte des droits sociaux fondamentaux » du Conseil de l'Europe.

La réalité syndicale européenne doit être reconnue, ce qui devra aboutir à l'élaboration d'un système européen de concertation sociale.

b.3) *Politique régionale*

Il convient de donner une place à la dimension régionale dans le cadre institutionnel de la Communauté.

La politique régionale ne peut pas se limiter à pallier les conséquences sociales néfastes du processus européen de restructuration économique.

Il doit être menée une politique régionale à part entière, sur une base volontariste.

1) Régions comme entités socio-économiques

La construction de l'Europe des régions peut se faire entre autres au moyen des instruments qui renforcent la cohésion, à savoir la politique régionale, les fonds structurels et la coopération transfrontalière. La politique régionale — pour laquelle on doit prévoir une collaboration et des contacts directs entre la Commission de la CE et les régions constitutionnellement ou légalement organisées dans les différents Etats membres — doit tendre à éliminer les différences interrégionales en matière de prospérité et à promouvoir l'intégration ainsi que le développement économique.

Le développement des fonds structurels doit être plus systématique et respecter la spécificité des régions.

En outre, ils sont complémentaires aux fonds nationaux.

2) Régions comme entités politiques et institutionnelles

Comme il a été souhaité dans la deuxième résolution de la dernière Assemblée des Régions d'Europe (Bruxelles, les 24 et 25 avril 1990), il convient d'élaborer une structure de coopération institutionnelle entre la CE et les régions, pour les régions qui sont constitutionnellement ou légalement habilitées à assurer la transposition en droit interne des mesures communautaires (représentation au sein du Conseil des ministres (articles 2 et 4 du Traité de fusion), création d'un Conseil régional consultatif.)

Il faut garantir les droits des régions en donnant à celles-ci accès à la Cour de Justice des Communautés européennes (articles 169 et 173 du Traité de Rome).

b.2) *Sociaal beleid*

Het sociaal beleid mag niet beperkt blijven tot het opvangen van de sociaal nefaste gevolgen van het Europees economisch herstructureringsproces.

Er moet een autonoom en voluntaristisch sociaal beleid worden gevoerd. Hiertoe moet de Gemeenschap als dusdanig toetreden tot het « Handvest van de sociale grondrechten » van de Raad van Europa.

Het Europees syndicale feit moet worden erkend en dat moet leiden tot een Europees stelsel van sociaal overleg.

b.3) *Regionaal beleid*

De regionale dimensie dient een plaats te krijgen in het institutionele kader van de Gemeenschap.

Ook het regionaal beleid mag niet beperkt blijven tot het ondervangen van de sociaal nefaste gevolgen van het Europees economisch herstructureringsproces. Er moet een volwaardig regionaal beleid worden gevoerd, op voluntaristische basis.

1) Regio's als sociaal-economische entiteit

De opbouw van het Europa van de Regio's kan onder meer gebeuren door middel van de instrumenten die de cohesie bevorderen, met name het regionaal beleid, de structuurfondsen en de grensoverschrijdende samenwerking. Het regionaal beleid — waarvoor men samenwerkingsmogelijkheden en directe contacten dient te voorzien tussen de EG-Commissie en de regio's die grondwettelijk of wettelijk zijn ingesteld in de verschillende Lidstaten — moet erop gericht zijn de regionale welvaartsverschillen weg te werken en de integratie en economische ontwikkeling te bevorderen.

De verdere uitbouw van de structuurfondsen moet meer planmatig geschieden met respect voor de eigenheid van de regio.

Bovendien zijn zij complementair aan de nationale fondsen.

2) Regio's als politieke entiteit

Zoals gewenst door de tweede resolutie van de laatste Vergadering van het Europa van de Regio's, gehouden te Brussel op 24 en 25 april 1990, dient een institutioneel samenwerkingsverband tussen de EG en de regio's te worden uitgebouwd voor de regio's die grondwettelijk of wettelijk bevoegd zijn om EG-rechtsnormen om te zetten in intern recht (vertegenwoordiging in de Ministerraad (artikels 2 en 4 van het Fusieverdrag); instelling van een consultatieve regionale Raad).

De rechten van de regio's moeten gegarandeerd worden door hun toegangsmogelijkheid tot het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen (artikels 169 en 173 van het Verdrag).



*b.4) Environnement*

Le rétablissement et le maintien de l'équilibre écologique doivent figurer parmi les objectifs de la Communauté européenne.

En effet, vu le caractère transfrontalier de la problématique de l'environnement, la CE constitue le niveau politique le plus désigné.

La CE doit continuer à participer aux initiatives internationales visant à sauvegarder l'équilibre écologique de notre planète.

Les instruments de la politique en matière d'environnement doivent être développés par la création d'un Fonds européen de l'environnement et d'une Agence européenne de l'environnement.

*b.5) Culture et enseignement*

La diversité et la richesse culturelles des peuples de la Communauté doivent être respectées et protégées particulièrement au niveau linguistique.

La dimension culturelle revêt une importance essentielle pour la poursuite de l'intégration européenne.

Un paragraphe particulier sur la politique culturelle devrait donc être inséré dans le Traité instituant les Communautés européennes.

Entretemps, les autorités compétentes en matières de culture et d'enseignement doivent, dès à présent, obtenir des garanties quant au respect de l'identité de leur population respective.

Au delà de l'équivalence des diplômes, la CE doit veiller à ce qu'un niveau d'enseignement comparable soit offert dans tous les Etats membres.

Il convient également d'accorder une attention particulière à la recherche scientifique.

*Le lien entre Ia) et Ib)*

Pour être conséquente, l'unification économique doit être indissociablement liée à la création d'un pouvoir politique européen. La réalisation de l'UEM et de l'UPE doit aller de pair avec la réalisation d'une Union sociale.

Tous les domaines de l'action politique sont intrinsèquement liés les uns aux autres et doivent faire l'objet d'une approche intégrée.

L'expression « Union européenne » synthétise ainsi parfaitement cette approche intégrée de la politique de construction européenne.

*b.4) Leefmilieu*

Het streven naar herstel en behoud van het ecologisch evenwicht dient te worden opgenomen in de doelstellingen van de Europese Gemeenschap.

Gelet op het grensoverschrijdend karakter van de leefmilieuproblematiek is de EG het meest aangewezen beleidsniveau.

De EG dient een verdere bijdrage te leveren tot internationale initiatieven ter vrijwaring van het ecologisch evenwicht van onze planeet.

Instrumenten van het milieubeleid moeten worden uitgebreid met de oprichting van een Europees milieufonds en een Europees milieu-agentschap.

*b.5) Cultuur en Onderwijs*

De culturele verscheidenheid en de culturele rijkdom van de volkeren van de Gemeenschap moeten worden gerespecteerd en beschermd, in het bijzonder op taalgebied.

De culturele dimensie is van wezenlijk belang bij de verdere Europese integratie.

Een bijzondere paragraaf dient dan ook in het EG-Verdrag te worden ingeschreven.

In afwachting daarvan dienen nu reeds op het gebied van cultuur en onderwijs aan de bevoegde autoriteiten waarborgen te worden verstrekt ter bescherming van de identiteit van de bevolking.

De EG moet waken over de gelijkwaardigheid van het onderwijs (zowel de equivalentie van de diploma's als het onderwijsniveau).

Een bijzondere aandacht dient tevens besteed te worden aan het wetenschappelijk onderzoek.

*Het verband tussen Ia) en Ib)*

Een consequent doorgevoerde economische eenmaking is onlosmakelijk verbonden met de oprichting van een Europese politieke macht. De uitbouw van die EMU en EPU dient samen te gaan met de uitbouw van een « Sociale Unie ».

Alle beleidssectoren zijn intrinsiek met mekaar verbonden en dienen op geïntegreerde wijze te worden aangepakt.

De term « Europese Unie » vormt aldus een adequate synthese van deze geïntegreerde visie op het beleid inzake de Europese uitbouw.

## II. — RENFORCEMENT DE LA LEGITIMITE DEMOCRATIQUE

### a) Renforcement de la légitimité démocratique à l'intérieur des institutions communautaires

#### a.1) *Rôle constituant du Parlement européen*

Les Conférences intergouvernementales doivent reconnaître au Parlement européen aussi bien un pouvoir constituant qu'un pouvoir législatif ordinaire.

Le pouvoir constituant du Parlement européen n'est pas exclusif. Il partage cette compétence avec le Conseil européen et avec les Parlements nationaux, qui devront ratifier en dernier ressort les Traités et la Constitution.

Le Parlement doit être associé effectivement, par une procédure de consultation appropriée, aux Conférences intergouvernementales.

Il devra également ratifier les traités modifiés ou les nouveaux traités résultant de ces Conférences.

#### a.2) *Pouvoir d'initiative et de décision en matière législative du Parlement européen*

En ce qui concerne la compétence législative, on pourrait envisager un système de codécision et un droit d'initiative, notamment en cas de carence de la Commission.

A défaut, la procédure actuelle de coopération doit être étendue à toutes les décisions de nature législative qui sont prises par le Conseil des Ministres.

Le Parlement européen devra, quoiqu'il en soit, donner un avis conforme en matière de modification des traités, d'introduction d'un système électoral européen unique, en matière de traités internationaux importants, d'accession de nouveaux membres, de nominations des membres de la Cour de Justice et de la Cour des Comptes.

#### a.3) *Pouvoir d'investiture et de censure de la Commission par le Parlement européen*

Le Président de la Commission est élu par le Parlement européen, sur proposition du Conseil européen, à la majorité absolue.

Il soumet son programme politique, basé sur les orientations générales données par le Conseil européen, ainsi que la composition de la Commission, au Parlement européen pour approbation.

Son pouvoir de censure à l'égard de la Commission doit être étendu à la possibilité de censures individuelles.

## II. — VERSTERKING VAN DE DEMOCRATISCHE LEGITIMITEIT

### a) Versterking van de democratische legitimiteit binnen de communautaire instellingen

#### a.1) *Grondwetgevende rol van het Europees Parlement*

De Regeringsconferenties moeten aan het Europees Parlement zowel grondwetgevende als een volwaardige gewone wetgevende bevoegdheid toekennen.

De grondwetgevende bevoegdheid van het Europees Parlement is niet exclusief. Zij wordt gedeeld met de Europese Raad en met de nationale parlementen, die uiteindelijk de Grondwet en de Verdragen moeten ratificeren.

Het Europees Parlement dient daadwerkelijk, door middel van een geëigende consultatieprocedure, bij de Regeringsconferenties te worden betrokken.

Gewijzigde of nieuwe verdragen die uit deze conferenties voortvloeien, moeten ook door het Europees Parlement worden geratificeerd.

#### a.2) *Initiatief- en beslissingsbevoegdheid van het Europees Parlement op wetgevend vlak*

Wat de wetgevende bevoegdheid betreft, moet worden gedacht aan een stelsel van medebeslissingen aan een initiatiefrecht, met name wanneer de Commissie in gebreke blijft.

In afwachting, moet de huidige samenwerkingsprocedure worden uitgebreid tot alle besluiten van wetgevende aard die door de Ministerraad worden genomen.

Het Europees Parlement dient in ieder geval zijn eensluidend advies te geven over verdragswijzigingen, de invoering van een eenvormig kiesstelsel in Europa, belangrijke internationale verdragen, de toetreding van nieuwe leden en de aanstelling van de leden van het Hof van Justitie en van de Rekenkamer.

#### a.3) *Investituur- en sanctioneringsbevoegdheid van de Commissie door het Europees Parlement*

De Voorzitter van de Commissie wordt op voorstel van de Europese Raad door het Europees Parlement bij absolute meerderheid verkozen.

Hij dient zijn beleidsprogramma, op basis van de algemene oriëntatiegegevens door de Europese Raad opgesteld, alsmede de samenstelling van de Commissie voor goedkeuring aan het Europees Parlement voor te leggen.

Het Europees Parlement moet de bevoegdheid krijgen zowel individuele leden van de Commissie als de Commissie in haar geheel tot ontslag te dwingen.

a.4) *Transparence des décisions du Conseil et de la Commission; examen de la faisabilité des décisions*

La règle de la publicité doit être appliquée aux décisions du Conseil œuvrant en matière législative.

Le contrôle de la Commission par le Parlement européen et le contrôle par les parlements nationaux des représentants des Gouvernements au sein des Conseils européens des Ministres, doivent être étendus.

a.5) *Citoyenneté européenne*

La création d'une citoyenneté européenne peut être un instrument important pour rapprocher la Communauté européenne du citoyen. Cette citoyenneté européenne implique, entre autres, le rattachement de la nationalité européenne à la nationalité de l'Etat membre ainsi que l'assurance de la protection et de l'assistance diplomatique par les représentants diplomatiques de tous les Etats membres.

Dans ce but, le Traité doit comprendre la déclaration du Parlement européen du 12 avril 1989 sur les droits fondamentaux et les libertés du citoyen et permettre à tous les citoyens de la Communauté, dans quelque Etat membre qu'ils se trouvent, de participer aux élections européennes.

Le citoyen européen doit avoir accès direct à la Cour de Justice en cas d'atteinte à ses droits et libertés fondamentales.

La Communauté européenne doit en outre adhérer à la Convention européenne des Droits de l'Homme.

a.6) *Elargissement des compétences exécutives de la Commission et contrôle de ses compétences législatives et exécutives*

L'équilibre des pouvoirs des organes communautaires doit être revu. Comme indiqué plus haut, le pouvoir législatif doit être partagé entre le Parlement européen et le Conseil des Ministres (pouvoir de codécision). Par contre, une fois la norme communautaire fixée, la Commission doit disposer de tous les pouvoirs utiles en vue de son exécution. De même, la Commission doit être libre de déterminer les programmes d'action.

Simultanément, les pouvoirs de contrôle du Parlement européen doivent être renforcés et inscrits de façon formelle dans les Traités.

a.4) *Doorzichtigheid van de beslissingen van de Raad en van de Commissie; onderzoek naar de uitvoerbaarheid van de beslissingen*

De regel van de openbaarheid moet toegepast worden op de beraadslagingen van de Raad, telkens hij optreedt in zijn legislatieve functie.

De controle van het Europees Parlement op de Commissie en van de nationale parlementen op de regeringsvertegenwoordigers in de Europese Ministerraden dient te worden uitgebreid.

a.5) *Europees staatsburgerschap*

De invoering van een Europees staatsburgerschap kan een belangrijk instrument zijn om de Europese Gemeenschap dichter bij de burger te brengen. Dit Europees staatsburgerschap impliceert ondermeer het verbinden van de Europese nationaliteit aan de nationaliteit van de Lidstaat en de verstrekking van diplomatieke bijstand en protectie door de diplomatieke vertegenwoordigers van alle Lidstaten.

Daartoe moet in het Verdrag de verklaring van het Europees Parlement van 12 april 1989 over de grondrechten en vrijheden van de burger worden ingeschreven en moeten alle burgers van de Gemeenschap, in welke Lidstaat ze zich ook bevinden, deel kunnen nemen aan de Europese verkiezingen.

De Europese burger moet rechtstreeks toegang krijgen tot het Europees Hof van Justitie in geval van schending van zijn fundamentele rechten en vrijheden.

Bovendien moet de Europese Gemeenschap toetreden tot de Europese Conventie voor de Rechten van de Mens.

a.6) *Uitbreiding van de uitvoerende bevoegdheden van de Commissie en controle van haar wetgevende en uitvoerende bevoegdheden*

Het evenwicht tussen de Gemeenschapsinstellingen moet worden herzien. Zoals eerder aangeduid, dient de wetgevende macht gezamenlijk door het Europese Parlement en door de Raad van Ministers te worden uitgeoefend (medebeslissing). De Commissie, van haar kant, dient, eenmaal de EG-norm vastgesteld, over alle nodige bevoegdheden te beschikken om de uitvoering ervan te verzekeren. De Commissie moet tevens in alle onafhankelijkheid haar actieprogramma's kunnen opstellen.

Parallel hiermee moeten de controlebevoegdheden van het Europees Parlement versterkt en formeel in de Europese verdragen worden ingeschreven.

**b) Renforcement de la légitimité démocratique dans les relations entre la Communauté et les Etats membres**

*b.1) Rôle européen des Parlements nationaux*

— La participation au pouvoir décisionnel au niveau européen et le contrôle de l'application de la législation européenne sont avant tout l'affaire du Parlement européen.

— Les parlements nationaux doivent cependant intervenir à deux niveaux :

1. Ils doivent préparer les positions nationales en matière de politique européenne, en collaboration avec le gouvernement national.

Dans ce but, il appartient aux Parlements nationaux d'adopter les mécanismes internes qui leur permettent d'être pleinement informés de l'action de leurs représentants au Conseil des Ministres dont l'adoption des mesures communautaires (action en amont) de façon à mieux préparer les mesures d'insertion des mesures communautaires dans le droit interne (action en aval).

L'expérience montre en effet que l'insertion est mieux garantie là où la coopération des Parlements nationaux est assurée.

2. Les parlementaires nationaux et européens doivent rester en contact par l'intermédiaire des commissions mixtes.

— Les conférences intergouvernementales doivent prendre en considération les positions adoptées par le Comité économique et social.

*b.2) Institutionnalisation de la coopération entre les Parlements et la Communauté; la création d'un Sénat européen; (le Conseil des Ministres comme deuxième Chambre européenne ?)*

La coopération entre les Parlements des Etats membres de la Communauté doit être maintenue ou développée à trois niveaux :

— les Conférences des Présidents des Assemblées parlementaires;

— les Conférences des Comités d'avis chargés des questions européennes;

— la tenue exceptionnelle de Conférences des Parlements de la Communauté européenne.

Une Union politique à caractère fédéral implique, à terme, un nouvel équilibre des pouvoirs respectivement attribués aux organes de la Communauté. La Commission doit assurer de plus en plus clairement les fonctions de Gouvernement européen, le Parlement doit se voir reconnaître les pouvoirs correspondant à sa fonction démocratique et le Conseil des Ministres doit dès lors devenir la deuxième Chambre législative.

Il faudra prévoir, au sein de cette deuxième Chambre, une représentation adéquate pour les Etats fédéralisés.

**b) Versterking van de democratische legitimiteit in de betrekkingen tussen de Gemeenschap en de Lidstaten**

*b.1) Europese rol van de nationale Parlementen*

— Deelname aan de besluitvorming op Europees niveau en controle op de uitvoering van de Europese regelgeving zijn in eerste instantie een zaak van het Europees Parlement.

— De nationale parlementen moeten evenwel op twee niveaus ingrijpen :

1. Zij moeten samen met de nationale regering het nationaal standpunt inzake het Europees beleid voorbereiden.

Daartoe moeten zij intern de nodige procedures uitwerken teneinde volledig geïnformeerd te zijn over de houding die hun vertegenwoordigers in de Ministerraad aannemen ten aanzien van de voorgestelde maatregelen (controle *opwaarts*) en dit met het doel beter de omzetting van die maatregelen in de interne wetgeving voor te bereiden (controle *neerwaarts*).

De ervaring toont aan dat de omzetting vlotter geschiedt in die landen waar de medewerking van de nationale parlementen is verzekerd.

2. Via gemengde commissies dienen Europese en nationale parlementsleden met elkaar contact te houden.

— De intergouvernementele conferenties moeten de door het Economisch en Sociaal Comité ingenomen stellingen in overweging nemen.

*b.2) Institutionaliseren van de samenwerking tussen de Parlementen en de Gemeenschap; oprichting van een Europese Senaat; (Ministerraad als tweede Europese Kamer ?)*

De samenwerking tussen de Parlementen van de Lidstaten van de Europese Gemeenschap moet op drie niveaus worden voortgezet en ontwikkeld :

— de Conferentie van de Voorzitters van de Parlementaire Vergaderingen;

— de bijeenkomsten van de commissies, gespecialiseerd in Europese aangelegenheden;

— de uitzonderlijke organisatie van Conferenties van de Parlementen van de Europese Gemeenschap.

Een Politieke Unie op federale grondslag houdt in dat op termijn een nieuw evenwicht tussen de bevoegdheden van de verschillende Gemeenschapsinstellingen tot stand wordt gebracht. De Commissie dient hoe langer hoe duidelijker de functies van een Europese regering waar te nemen; het Parlement dient de macht te krijgen die met zijn democratische functie overeenstemt en de Ministerraad dient derhalve tot de tweede wetgevende Kamer te worden omgevormd.

In federaal georganiseerde Staten moet in een adequate vertegenwoordiging van de deelstaten in die tweede Kamer worden voorzien.

b. 3) *Institution d'un Secrétariat permanent pour les organes spécialisés dans les affaires communautaires; (« troïka » et Parlement européen)*

Compte tenu des bons fonctionnements de la « troïka » et en attendant une évaluation des suites des Conférences intergouvernementales pour le développement de la Communauté européenne, la création d'un Secrétariat permanent pour les organes spécialisés dans les affaires communautaires ne doit pas être envisagée en ce moment.

Toutefois, il faut veiller à ce que l'information réciproque entre les groupes spécialisés et les différentes institutions communautaires soit fluide.

b. 4) *Information des Parlements nationaux sur l'activité de la Commission et du Parlement européen*

Les parlements doivent être informés à chaque stade du processus décisionnel des différentes propositions qui sont à l'étude.

A cet égard, les banques de données de la Communauté devraient être accessibles à tous les parlements nationaux.

b. 5) *Adaptation du système interne au droit communautaire et contrôles y relatifs*

Les Etats membres où des problèmes existent en la matière sont instamment priés de prendre les initiatives nécessaires aux plans législatif et exécutif afin que la transposition des normes européennes en droit interne se fasse dans les délais prévus.

Il faut enfin trouver les moyens de garantir une meilleure exécution des arrêts de la Cour de Justice des Communautés européennes et éventuellement inscrire ces moyens dans le Traité.

b. 6) *Rôle de la Cour de Justice et de la Cour des Comptes dans l'application du droit communautaire*

Les compétences de la Cour de Justice doivent être élargies :

- au contrôle de légitimité à posteriori de l'application du principe de subsidiarité,
- au domaine des droits et libertés fondamentales du citoyen;
- au domaine des relations entre les institutions et entre la Communauté, les Etats membres et les Régions.

Il faut permettre au citoyen de saisir la Cour de Justice de façon rapide et peu onéreuse entre autres, en encourageant l'utilisation de ladite procédure préjudicielle.

Le Parlement européen doit pouvoir saisir la Cour, conformément à l'article 173 CEE.

Les arrêts de la Cour doivent être contraignants.

b. 3) *Oprichting van een vast secretariaat voor de commissies gespecialiseerd in Europese aangelegenheden; (« troïka » en Europees Parlement)*

Rekening houdend met de goede werking van de « troïka » en in afwachting van een evaluatie van de gevolgen van de Regeringsconferenties voor de ontwikkeling van de Europese Gemeenschap, dient de oprichting van een vast secretariaat voor de commissies gespecialiseerd in Europese aangelegenheden op dit ogenblik niet overwogen te worden.

Wel moet voor een vlotte doorstroming van informatie tussen de genoemde commissies onderling, en met verschillende Gemeenschapsinstellingen worden gezorgd.

b. 4) *Informatie voor de nationale Parlementen over de activiteit van de instellingen van de Gemeenschap*

De parlementen moeten in elke fase van de besluitvorming geïnformeerd worden over de stand van de ter tafel liggende voorstellen.

In dit verband zouden de databanken van de Gemeenschap toegankelijk moeten zijn voor de nationale parlementen.

b. 5) *Aanpassing van het intern systeem aan het communautair recht en desbetreffende controles*

Die lidstaten waar terzake problemen bestaan, worden met aandrang verzocht de nodige initiatieven te nemen op wetgevend en uitvoerend vlak opdat de omzetting van Europese regelgeving in intern recht binnen de voorziene omzettingstermijn zou geschieden.

Tot slot dienen middelen gezocht, en eventueel in het Verdrag ingeschreven om een betere uitvoering van de arresten van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen te waarborgen.

b. 6) *Rol van het Hof van Justitie en van het Rekenhof in de toepassing van het communautair recht*

De bevoegdheden van het Hof van Justitie moeten worden uitgebreid tot :

- de legitimeitscontrole a posteriori van de toepassing van het subsidiariteitsprincipe;
- de grondrechten en fundamentele vrijheden van de burger;
- de betrekkingen tussen de instellingen onderling, tussen de Gemeenschap, de Lidstaten en de Regio's.

Het Hof van Justitie moet voor de burger snel en goedkoop toegankelijk worden gemaakt onder meer door het gebruik van de prejudiciële procedure aan te moedigen.

Het Europees Parlement dient in de mogelijkheid gesteld te worden een beroep te doen op het Hof overeenkomstig artikel 173 EEG.

De arresten van het Hof dienen afdwingbaar te zijn.

### III. — COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE ET DES ETATS MEMBRES

#### 1) Efficience et efficacité

L'efficience et l'efficacité des institutions communautaires doivent être améliorées par les moyens suivants :

- octroi au Parlement européen :
  - du droit d'initiative;
  - du pouvoir de codécision;
  - du droit d'investiture et de censure de la Commission;
  - du droit d'enquête.
- au Conseil : généralisation du principe de vote à la majorité qualifiée.
- à la Commission :
  - renforcement de ses compétences et de son autonomie d'exécution de la législation communautaire.
- à la Cour de Justice :
  - élargissement de ses compétences en matière de contrôle et de sanction;
  - pouvoir de saisine du Parlement européen ainsi que des régions européennes (article 173 CEE) et encouragement du recours par les citoyens entre autres via la procédure préjudicielle.

#### 2) Amélioration du processus décisionnel (extension du vote à la majorité)

Les décisions au Conseil doivent être prises :

- a) à la majorité simple sauf dans les cas spécifiques qui suivent :
- b) à la majorité qualifiée pour toutes les décisions afférentes au social, à la politique extérieure, à la sécurité, aux questions budgétaires, à l'autorisation de ratifier des traités internationaux, à la fiscalité, à l'environnement.
- c) à l'unanimité pour la révision des traités, l'adhésion de nouveaux membres et l'extension des compétences de la Communauté (implied powers — article 235 des Traités CE).

#### 3) Opérationnalité du principe de la subsidiarité et

#### 4) Répartition des compétences entre les niveaux européen, national et régional

1. L'acquis communautaire a permis d'établir une première répartition des compétences à laquelle il ne peut être porté atteinte par une renationalisation de certaines politiques.

2. Les compétences de la Communauté étant des compétences d'attribution, un transfert de compétence

### III. — BEVOEGDHEDEN VAN DE GEMEENSCHAP EN VAN DE LIDSTATEN

#### 1) Efficiency en doeltreffendheid

De efficiency en doeltreffendheid van de Gemeenschapsinstellingen moeten worden verbeterd door :

- toekenning aan het Europees Parlement van :
  - het initiatiefrecht;
  - medebeslissingsbevoegdheid;
  - het investituurrecht en het recht om de Commissie tot ontslag te dwingen;
  - het enquête-recht.
- in de Raad : veralgemening van het principe van de stemming bij gewalificeerde meerderheid.
- in de Commissie :
  - versterking van haar bevoegdheden en haar uitvoeringsautonomie van de EG-wetgeving.
- in het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen :
  - verruiming van de bevoegdheden inzake controle en sanctionering;
  - toegangsmogelijkheid van het Europees Parlement evenals van de Europese regio's (art. 173 EEG) en van de burger, onder meer door aanmoediging van de prejudiciële procedure.

#### 2) Verbetering van het besluitvormingsproces (uitbreiding van het principe van de meerderheidsstemming)

Beslissingen in de Raad moeten worden genomen :

- a) met gewone meerderheid behalve in volgende gevallen :
- b) met gekwalificeerde meerderheid inzake het sociaal beleid, het buitenlands beleid, veiligheid, begrotingskwesties en het geven van toestemming tot het ratificeren van internationale verdragen, de fiscaliteit en het leefmilieu;
- c) met eenparigheid voor de herziening van de verdragen, de toetreding van nieuwe leden en de uitbreiding van het bevoegdheidspakket van de Gemeenschap (implied powers) (art. 235 EG-Verdragen).

#### 3) Operationeel maken van het subsidiariteitsbeginsel

en

#### 4) Bevoegdheidsverdeling op Europees, nationaal en regionaal vlak

1. Het « acquis communautaire » (de verworvenheden van de Gemeenschap) heeft geresulteerd in een eerste bevoegdheidsverdeling waaraan niet meer mag geraakt worden door een hernationalisering van een bepaald beleid.

2. Gelet op het feit dat de bevoegdheden van de EG « toegewezen » zijn, moet een overheveling van

doit se faire explicitement et selon une procédure inspirée de l'article 235.

3. Le principe qui doit guider toute nouvelle attribution de compétence à l'Union, est celui de la subsidiarité.

Il signifie que l'Union sera tenue de s'acquitter des tâches qui, du fait de leur ampleur ou de leurs effets, ou pour des motifs de mise en oeuvre efficace sont susceptibles d'être mieux exécutées par les institutions de l'Union que par les États ou régions pris isolément.

Ce principe devra être inscrit dans les Traités européens et sanctionné à posteriori au niveau judiciaire.

4. L'existence de traditions et de pratiques nationales ou régionales différents de même que celle de fortes disparités dans le développement social ou économique et dans le niveau des nuisances qui en résultent entraînent la nécessité de parler de complémentarité.

Ainsi, l'application dans certains secteurs de normes européennes de base peut être complétée par celle de normes plus contraignantes élaborées par les États membres, tout en veillant au respect de la liberté de circulation des biens et des services.

#### IV. — RELATIONS AVEC D'AUTRES PAYS ET DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

1) **Extension ou intensification de la CE  
et**

2) **Affiliation ou adhésion de nouveaux États;  
les frontières de la Communauté**

L'adhésion de nouveaux États à la Communauté est prévue par les textes constitutifs; cette possibilité doit évidemment être maintenue et ne peut être considérée comme une simple mesure rituelle pourvu que ces États respectent dans les faits les exigences de la démocratie.

Inversement, l'adhésion de nouveaux membres, quels qu'ils soient, ne peut avoir pour effet, et moins encore pour but, d'affaiblir ou d'affadir la réalité et la cohésion de la Communauté actuelle.

Il s'ensuit que la priorité doit être donnée au renforcement et à la démocratisation de la Communauté; ce n'est qu'ensuite, et en fonction même de ce renforcement, que le problème de l'extension de la Communauté pourra être abordé.

Ceci n'empêche nullement, bien entendu, que dès à présent la Communauté européenne tienne compte des bouleversements positifs survenus au cours des derniers mois en Europe Centrale et en Europe de l'Est. Des accords de coopération peuvent et doivent être préparés et conclus avec les nouveaux États démocratiques comme avec d'autres États européens qui désirent resserrer leurs liens avec la Communauté.

bevoegdheden expliciet gebeuren en volgens een procedure geïnspireerd door het artikel 235.

3. Het principe dat elke nieuwe toewijzing van bevoegdheden aan de Unie moet leiden is dat van de subsidiariteit.

Het betekent dat de Unie deze opdrachten moet vervullen die, door hun omvang of effecten, of omwille van een effectievere tenuitvoerlegging, beter door de Unie dan door de individuele Lidstaten of regio's kunnen worden uitgevoerd.

Dit principe moet in de Europese Verdragen worden ingeschreven en a posteriori gerechtelijk gesanctioneerd.

4. Het bestaan van tradities en uiteenlopende nationale of regionale gebruiken, evenals de sterke verschillen inzake sociale en economische ontwikkeling en de nadelige effecten ervan, nopen tot een zekere complementariteit.

Europese basisnormen in bepaalde sectoren kunnen aldus worden aangevuld met strengere normen, uitgewerkt door de Lidstaten, evenwel wakend over het respect voor het vrij verkeer van goederen en diensten.

#### IV. — BETREKKINGEN MET ANDERE LANDEN EN MET DE INTERNATIONALE INSTELLINGEN

1) **Uitbreiding of verdieping van de EG  
en**

2) **Toetreding of aansluiting van nieuwe  
Staten; de grenzen van de Gemeenschap**

De toetreding van nieuwe Staten tot de Gemeenschap is voorzien door de oprichtingsverdragen; deze mogelijkheid moet vanzelfsprekend behouden blijven en kan niet beschouwd worden als een louter rituele maatregel, onder voorwaarde evenwel dat deze Staten in hun beleid beantwoorden aan de democratische criteria.

Omgekeerd, mag de toetreding van nieuwe Staten, noch tot doel of gevolg hebben de cohesie van de Gemeenschap te verzwakken.

Hieruit volgt dat prioriteit moet gegeven worden aan de versterking en de democratisering van de Gemeenschap. Pas nadien en naargelang van die versterking kan het vraagstuk van de uitbreiding van de Gemeenschap worden aangesneden.

Dat neemt vanzelfsprekend niet weg dat de Europese Gemeenschap nu al rekening hoort te houden met de gunstige kentering die zich de jongste maanden in Centraal-Europa en Oost-Europa heeft voorgedaan. Bij voorkeur kunnen en moeten samenwerkingsakkoorden worden gesloten met de nieuwe democratische Staten, evenals met andere Europese Staten die hun banden met de Gemeenschap nauwer willen aanhalen.

Dans le même temps, la Communauté doit veiller à ce que les frontières de ses Etats membres qui constituent également ses frontières extérieures (Traités CEE) marquent effectivement une zone où s'appliquent pleinement les droits mais aussi les devoirs qui sont liés à l'appartenance communautaire.

Ceci ne doit pas empêcher l'existence de régimes particuliers d'échange, pourvu que ceux-ci soient transitoires et qu'ils soient adoptés et contrôlés par les instances communautaires.

### 3) Relations avec l'AELE

Il faut encourager la réalisation progressive d'un espace économique et social européen dont feraient partie tant la CE que l'AELE sans exclure à priori d'autres domaines et d'autres participants.

Indépendamment des accords de coopération conclus ou à conclure avec des Etats membres de l'AELE, une collaboration utile peut être recherchée avec les institutions de l'AELE pour faciliter la collaboration et le rapprochement avec elle.

La conclusion de tels accords ne peut limiter l'autonomie de décision des organes de l'Union ni accroître son déficit démocratique.

### 4) Relations avec le Conseil de l'Europe

La Communauté et le Conseil de l'Europe ont divers objectifs communs qui peuvent être atteints par une concertation permanente dans le cadre des accords internationaux en vigueur.

L'adhésion des nouveaux Etats démocratiques de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est à la Convention européenne des Droits de l'Homme doit être considérée comme une priorité et l'association de ces Etats au fonctionnement du Conseil de l'Europe doit être encouragée.

En outre, le Conseil de la C.E. et le Parlement européen doivent signer et ratifier la Charte sociale européenne de Turin (1961) et la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

### 5) Relations avec l'Europe centrale et l'Europe de l'Est

Les évolutions récentes en Europe centrale et en Europe de l'Est permettent de tisser entre la CE et les nouveaux Etats démocratiques d'Europe centrale et d'Europe de l'Est les liens d'une coopération politique et économique pouvant garantir la paix et la sécurité sur le continent européen.

Les réformes politiques en cours doivent être soutenues par des mesures d'aide économique. Les accords commerciaux et de coopération doivent être

Tegelijk moet de Gemeenschap erover waken dat de grenzen van de Lidstaten die eveneens de buitengrenzen vormen van de Gemeenschap, een zone aanduiden waar de Gemeenschapswetgeving zijn volle geldingskracht heeft.

Dit neemt niet weg dat er bijzondere uitwisselingsregimes kunnen bestaan, zij het in een overgangsfase, en die door de EG-instanties worden aangevaard en gecontroleerd.

### 3) Betrekkingen met de EVA

Een geleidelijke verwezenlijking van een Europese economische en ook sociale ruimte waartoe zowel EG als EVA behoren, moet worden aangemoedigd, zonder a priori andere deelnemers en andere domeinen uit te sluiten.

Benevens de al gesloten of nog te sluiten samenwerkingsakkoorden met de Lidstaten van de EVA, kan naar praktische samenwerking met de instellingen van de EVA worden gestreefd. Daardoor kan de samenwerking met en de toenadering tot die associatie gemakkelijker verlopen.

Het sluiten van dergelijke akkoorden mag niet de beslissingsautonomie van de EG beperken, noch het democratisch deficit doen toenemen.

### 4) Betrekkingen met de Raad van Europa

De Gemeenschap en de Raad van Europa hebben verscheidene gemeenschappelijke doeleinden; die kunnen ze bereiken via permanent overleg in het raam van de van kracht zijnde internationale overeenkomsten.

De toetreding van de nieuwe democratische staten van Centraal- en Oost-Europa tot de Europese Conventie voor de Rechten van de Mens is prioritair en hun betrokkenheid bij de werking van de Raad van Europa dient te worden aangemoedigd.

Tevens dienen de Europese Ministerraad en het Europees Parlement het Europees Sociaal Handvest van Turijn (1961) alsmede de Europese Conventie van de Rechten van de Mens te ondertekenen en te ratificeren.

### 5) Betrekkingen met Centraal- en Oost-Europa

De ontwikkelingen in Oost- en Centraal-Europa maken politieke en economische samenwerking mogelijk tussen de EG en de nieuwe democratische staten van Centraal- en Oost-Europa die vrede en veiligheid op het Europees continent kan waarborgen.

De aan de gang zijnde politieke hervormingen moeten ondersteund worden door economische hulpmatregelen. De bestaande handels- en samen-



étendus et des traités d'association doivent être conclus avec ceux de ces Etats que le souhaite.

En outre, des efforts spéciaux pourraient être entrepris pour jeter les bases d'une coopération organique en matière culturelle; le Conseil de l'Europe devrait à cet égard jouer un rôle privilégié.

## 6) Relations avec la CSCE, l'UEO, l'OTAN

### CSCE

Dans le cadre du processus d'Helsinki, la CSCE est le forum tout indiqué pour la conclusion d'accords sur le désarmement, et le contrôle de leur application.

La Communauté européenne a dans ce contexte, un rôle clé à jouer et doit s'exprimer d'une seule voix.

L'évolution future de la CSCE doit être soutenue institutionnellement par une assemblée parlementaire de manière à promouvoir le caractère démocratique de la Conférence (CSCE) et la coopération entre les Etats participants.

### OTAN

La Communauté européenne doit être représentée en tant que telle au sein de l'OTAN et par conséquent s'y exprimer d'une seule voix.

## 7) Relations avec les pays en voie de développement

L'évolution qui est intervenue en Europe, en particulier en Europe centrale et de l'Est, ne doit pas détourner notre attention des problèmes du Tiers-Monde.

Dans un monde où l'interdépendance des nations s'accroît de jour en jour, la CE doit continuer à contribuer en permanence à un développement durable de tous les peuples du monde. Il faut continuer à développer les mécanismes institués par les accords de Lomé (tels que le Stabex et les doter de moyens financiers suffisants).

Lorsqu'elle contracte des accords de commerce et de coopération économique, la Communauté européenne doit veiller à ce que ses partenaires respectent les droits de l'homme et les droits sociaux.

## 8) Compétences des institutions communautaires en matière de relations extérieures

Les événements imposent un profond développement de la politique communautaire en matière de relations extérieures qui exigera une adaptation des institutions et de leurs compétences.

werkingsakkoorden moeten verder worden uitgebreid en er moeten associatieverdragen gesloten worden met de Staten die het wensen.

Voorts kunnen speciale inspanningen geleverd worden om een samenwerkingsverband te creëren inzake culturele aangelegenheden. De Raad van Europa dient terzake een vooraanstaande rol te spelen.

## 6) Betrekkingen met de CVSE, de WEU, de NAVO

### CVSE

Binnen de doelstellingen van het Helsinki-proces, is de CVSE het aangewezen forum voor het afsluiten van ontwapeningsakkoorden en het toezicht op de toepassing ervan.

De Europese Gemeenschap heeft in deze context, een sleutelrol te spelen en moet er met één stem spreken.

De toekomstige evolutie van de CVSE moet institutioneel geschraagd worden door een parlementaire vergadering zodat het democratisch karakter van de Conferentie (CVSE) en de samenwerking tussen alle democratische lidstaten wordt bevorderd.

### NAVO

De Europese Gemeenschap moet als zodanig vertegenwoordigd zijn in de NAVO en er derhalve met één stem spreken.

## 7) Betrekkingen met de ontwikkelingslanden

De ontwikkelingen in Europa, vooral in Centraal- en Oost-Europa, mogen de aandacht niet afleiden van de problemen in de derde wereld.

In een wereld waar de interdependentie met de dag duidelijker wordt, moet de EG mee een blijvende inspanning leveren voor een duurzame ontwikkeling van alle volkeren in de wereld. De mechanismen in de Lomé-akkoorden (zoals onder meer Stabex) moeten verder worden uitgewerkt en van voldoende middelen worden voorzien.

Bij het aangaan van de handelsovereenkomsten en economische samenwerking dient de EG erover te waken dat de partners de mensenrechten en de sociale rechten respecteren.

## 8) Bevoegdheden van de Gemeenschapsinstellingen inzake buitenlandse betrekkingen

De druk der gebeurtenissen noopt tot een verre gaande ontwikkeling van het Gemeenschapsbeleid op het stuk van de buitenlandse betrekkingen en vereist derhalve een aanpassing van de instellingen en hun bevoegdheden.

Ces relations extérieures doivent être conduites par la Commission des Communautés, avec l'accord du Conseil des Ministres et sous la supervision du Parlement européen.

En outre, la Commission, en accord avec le Conseil, doit pouvoir être représentée dans les pays tiers et auprès des organisations internationales.

De façon générale, les relations extérieures de la Communauté ne doivent pas être conçues exclusivement avec des États considérés séparément mais également avec des entités regroupant certains États (CE-AELE).

Tout ceci implique bien entendu une adaptation des Traités.

\*  
\* \*

De EG-Commissie moet zich, met instemming van de Raad van Ministers en onder toezicht van het Europees Parlement, met de buitenlandse betrekkingen bezig houden.

Voorts moet de Commissie in overeenstemming met de Raad een vertegenwoordiging kunnen hebben in derde landen en bij internationale organisaties.

Meer in het algemeen mogen de externe betrekkingen van de Gemeenschap niet uitsluitend tot stand komen met afzonderlijke Staten, maar ook met groeperingen van Staten (EG- EVA).

Dit alles veronderstelt een aanpassing van de Verdragen.

\*  
\* \*

## ANNEXE I

**Etapas préparatoires à la Conférence des Parlements de la Communauté européenne**

L'idée de ce qui était autrefois appelé « Assises européennes », a été lancée par le Président Mitterrand devant le Parlement européen (PE) en octobre 1989.

Celle-ci a été appuyée dans la résolution adoptée le 23 novembre 1989 par le PE relative à la Conférence intergouvernementale décidée au Conseil européen de Madrid ainsi que dans celle adoptée le 14 mars 1990 relative à la Conférence intergouvernementale dans le cadre de la stratégie du Parlement européen pour l'Union européenne (résolution D. Martin) (Doc. PE A3 - 47 / 90).

Le 21 mars 1990, la Chambre italienne a voté une résolution invitant à tenir ces « Assises » à Rome.

La Commission institutionnelle du PE a alors été chargée d'élaborer un rapport en vue de leur organisation (rapporteur : M. Duverger) (Doc. PE A3 - 162/90).

De leur côté, les Commissions spécialisées dans les « affaires européennes », des Parlements nationaux de la Communauté, réunies en Conférence à Cork (Irlande) les 10 et 11 mai 1990, ont adopté le principe des « Assises » à l'unanimité.

Les Présidents de ces mêmes Commissions et le Président de la Commission des Affaires institutionnelles du PE se sont réunis à Bruxelles le 26 juin 1990 en vue de discuter des procédures d'organisation et du contenu des « Assises ». A cette occasion, celles-ci ont été rebaptisées « Congrès des Parlements de la Communauté européenne ».

Entretemps, le 7 juin 1990, lors de la Conférence des Présidents des Assemblées parlementaires européennes (Bruxelles), quelques Présidents d'Assemblées et le Président du PE avaient procédé à un échange de vues informel en la matière. Une note de réflexion y avait également été distribuée par le Secrétaire général du PE.

Le 20 septembre 1990, une nouvelle réunion préparatoire a eu lieu à Rome à laquelle ont participé les Présidents des Assemblées des Douze et du PE.

Le terme « Congrès » a été remplacé par le terme « Conférence » (voir procès-verbal en annexe II).

Lors de la troisième Conférence des Commissions spécialisées dans les Affaires européennes à Rome les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 1990, un schéma de travail a été défini et les Présidents de ces Commissions ont été invités à se réunir à nouveau à Rome le 12 novembre 1990 en vue d'une dernière rencontre avant le déroulement de la « Conférence des Parlements de la Communauté européenne » (27 au 30 novembre 1990 (voir annexe III).

## BIJLAGE I

**Stadia ter voorbereiding van de Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap**

In oktober 1989 opperde President Mitterrand in het Europese Parlement (EP) voor het eerst het idee van wat destijds de « Europese Assisen » werd genoemd.

Dat idee werd gesteund in de op 23 november 1989 door het EP aangenomen resolutie betreffende de Intergouvernementele Conferentie waartoe op de Europese Raad van Madrid besloten was en in een andere resolutie die op 14 maart 1990 aangenomen werd en betrekking had op de Intergouvernementele Conferentie in het kader van de strategie die het EP volgt met het oog op de Europese Unie (resolutie D. Martin) (Doc. EP A3 - 47 / 90).

Op 21 maart 1990 nam de Italiaanse Kamer een resolutie aan waarin gesuggereerd werd die « Assisen » in Rome te houden.

De Institutionele Commissie van het EP werd vervolgens belast met het opmaken van een verslag met het oog op de organisatie van die « Assisen » (rapporteur : de heer Duverger) (Doc. EP A3 - 162 / 90).

Anderzijds hebben de in « Europese aangelegenheden » gespecialiseerde Commissies van de parlementen van de 12 Lid-Staten tijdens een op 10 en 11 mei 1990 te Cork (Ierland) gehouden Conferentie het principe van de « Assisen » unaniem aanvaard.

De Voorzitters van diezelfde Commissies en de Voorzitter van de Institutionele commissie van het EP kwamen op 26 juni 1990 te Brussel bijeen om de procedure voor de organisatie en de inhoud van de « Assisen » te bespreken. Bij die gelegenheid werden die Assisen omgedoopt tot « Congres van de Parlementen van de Europese Gemeenschap ».

Ondertussen vond op 7 juni 1990, ter gelegenheid van de Conferentie van de Voorzitters van de Europese Parlementaire Vergaderingen (Brussel), tussen enkele Voorzitters van de assemblees van de Lid-Staten en de Voorzitter van het EP een informele gedachtenwisseling over die kwestie plaats. De Secretaris-Generaal van het EP bezorgde de aanwezigen tevens een nota met beschouwingen over de « Assisen ».

Op 20 september 1990 werd te Rome een nieuwe voorbereidende vergadering gehouden waaraan de Voorzitters van de assemblees van de 12 Lid-Staten en van het EP deelnamen.

Het woord « Congres » werd toen vervangen door het woord « Conferentie » (zie notulen in bijlage II).

Op de derde Conferentie van de commissies gespecialiseerd in Europese aangelegenheden, die op 1 en 2 oktober 1990 te Rome werd belegd heeft men een werkschema uitgestippeld en werden de voorzitters van de commissies uitgenodigd om op 12 november 1990 opnieuw te Rome bijeen te komen teneinde er de laatste hand te leggen aan de voorbereiding van de geplande « Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap » (27 tot 30 november 1990) (zie bijlage III).

## ANNEXE II

### Réunion des Présidents des Parlements des pays de la Communauté européenne et du Parlement européen

(Rome, le 20 septembre 1990)

Les Présidents des Assemblées parlementaires des Etats membres de la Communauté européenne et du Parlement européen — réunis à Rome auprès de la Chambre des Députés, le 20 septembre 1990 — ont décidé de convoquer à Rome, dans la salle de Montecitorio, du 27 au 30 novembre 1990, la « Conférence des Parlements de la Communauté européenne »; ils ont adopté les décisions suivantes, en ce qui concerne l'organisation et le déroulement des travaux :

#### I. THEME

La Conférence portera sur le thème suivant :

« L'avenir de la Communauté. Les implications, pour la Communauté européenne et les Etats membres, des propositions relatives à l'Union économique et monétaire et à l'Union politique, et plus particulièrement le rôle des Parlements nationaux et du Parlement européen ».

#### II. CONVOCATION

Le principe de l'« autoconvocation » ayant recueilli l'unanimité, la formule d'invitation suivante, souscrite par les Présidents des Chambres du Parlement italien et par le Président du Parlement européen, a été retenue :

« Conformément à ce qui a été convenu lors de la réunion des Présidents des Parlements des Etats membres de la Communauté européenne et du Parlement européen, qui s'est tenue à Rome le 20 septembre 1990, les Parlements des Etats membres de la Communauté et le Parlement européen sont invités à participer, selon les modalités fixées à la Conférence des Parlements de la Communauté européenne, qui se tiendra à Rome du 27 au 30 novembre 1990.

#### III. COMPOSITION

La Conférence accueillera 258 participants, répartis comme suit : 173 membres des Assemblées parlementaires des Etats membres de la Communauté européenne et 85 parlementaires européens (la proportion étant d'environ deux tiers, un tiers), selon le tableau reproduit ci-dessous.

Le nombre des parlements de chaque pays sera égal à un tiers de la représentation de ces pays au sein du Parlement européen (avec quelques arrondissements) et seront désignés sur la base des procédures propres aux différentes Assemblées.

Les parlementaires européens seront répartis en proportion de l'importance numérique des groupes politiques respectifs.

## BIJLAGE II

### Vergadering van de Voorzitters van de Parlementen van de landen van de Europese Gemeenschap en van het Europese Parlement

(Rome, 20 september 1990)

De Voorzitters van de Parlementaire Assemblées van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap en van het Europese Parlement, die op 20 september 1990 in de Kamer van Volksvertegenwoordigers te Rome bijeenwaren, hebben besloten om de « Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap » van 27 tot 30 november 1990 in de vergaderzaal van het Montecitorio te Rome te houden. Aangaande de organisatie en het verloop van de werkzaamheden hebben zij de volgende besluiten aangenomen :

#### I. THEMA

De Conferentie zal zich buigen over het thema « De toekomst van de Gemeenschap. De gevolgen van de voorstellen inzake de Economische en Monetaire Unie en de Politieke Unie voor de Europese Gemeenschap en de Lid-Staten, en meer bepaald de taak van de nationale Parlementen en van het Europese Parlement ».

#### II. BIJENROEPING

Daar men eenstemmig van oordeel was dat de conferentie zichzelf bijeen kan roepen, is overeenstemming bereikt over de volgende uitnodigingsformule, die ondertekend zal worden door de voorzitters van beide kamers van het Italiaanse parlement en de Voorzitter van het Europese Parlement.

« Overeenkomstig de regeling die op 20 september 1990 te Rome tijdens de vergadering van de Voorzitters van de Parlementen van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap en van het Europese Parlement werd getroffen, worden de Parlementen van de Lid-Staten van de Gemeenschap en het Europese Parlement uitgenodigd om volgens de vastgestelde wijze deel te nemen aan de Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap die van 27 tot 30 september 1990 te Rome zal plaatsvinden ».

#### III. SAMENSTELLING

Aan de Conferentie zullen 258 leden deelnemen, met name 173 leden van de parlementaire Assemblées van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap en 85 Europese parlementsleden, waarbij de verhouding ongeveer twee derde, een derde is (cf. de hierna opgenomen tabel).

Per land stemt het aantal parlementsleden overeen met een derde van het aantal vertegenwoordigers van dat land in het Europese Parlement (weliswaar met enkele afrondingen); die leden worden aangewezen volgens de procedures die eigen zijn aan de verschillende Assemblées.

De aanwijzing van de Europese parlementsleden gebeurt naar verhouding van de omvang van de respectieve politieke fracties.

	Délégations nationales (173 sièges)	délégations parlement européen 85 sièges
Belgique	8	
Danemark	7	
République fédérale D'Allemagne	26	
Grèce	8	
Espagne	20	
France	26	
Irlande	7	
Italie	26	
Luxembourg	3	
Pays-Bas	8	
Portugal	8	
Royaume-Uni	26	
<b>TOTAL</b>	<b>173</b>	<b>85</b>
<b>Total des membres de la conférence</b>	<b>258</b>	

#### IV. DUREE

27 novembre : l'après-midi (de 16 à 20 heures)

28 novembre : toute la journée (de 10 à 13 heures et de 16 à 19 heures)

29 novembre : toute la journée (de 10 à 13 heures et de 16 à 20 heures)

30 novembre : le matin (de 9 h 30 jusqu'à la clôture).

#### V. PARTICIPATION AUX TRAVAUX D'AUTRES PERSONNES

Le Président du Conseil et le Président de la Commission des Communautés européennes seront invités à intervenir dans le débat, selon les règles communes à tout autre intervention, leur discours devant s'insérer dans le cours des travaux.

La participation de tout autre personne a été exclue, même en qualité d'« observateur ».

#### VI. DEROULEMENT DES TRAVAUX

##### a) *Ouverture des travaux*

La Conférence sera ouverte par trois allocutions des Présidents des deux Chambres du Parlement italien et du Président du Parlement européen.

##### b) *Présidence*

La présidence sera assurée par les Présidents des deux Chambres du Parlement italien et par le Président du Parlement européen, assistés par les Présidents, des Assemblées des autres Etats de la Communauté qui participent à la Conférence.

	Nationale vertegenwoordigingen (173 zetels)	Vertegenwoordiging van het Europese Parlement (85 zetels)
België	8	
Bondsrepubliek Duitsland	26	
Denemarken	7	
Frankrijk	26	
Griekenland	8	
Ierland	7	
Italië	26	
Luxemburg	3	
Nederland	8	
Portugal	8	
Spanje	20	
Verenigd Koninkrijk	26	
<b>TOTAAL</b>	<b>173</b>	<b>85</b>
<b>Totaal aantal deelnemers aan de Conferentie</b>	<b>258</b>	

#### IV. DUUR VAN DE CONFERENTIE

27 november : namiddag (van 16 tot 20 uur)

28 november : hele dag (van 10 tot 13 uur en van 16 tot 19 uur)

29 november : hele dag (van 10 tot 13 uur en van 16 tot 20 uur)

30 november : voormiddag (van 9u.30 tot het slot).

#### V. ANDERE PERSONEN DIE AAN DE WERKZAAMHEDEN MOGEN DEELNEMEN

De voorzitter van de Raad en de voorzitter van de Commissie van de Europese Gemeenschap zullen worden uitgenodigd aan het debat deel te nemen volgens de algemeen geldende regels voor toespraken; zij zullen in de loop van de werkzaamheden een toespraak houden.

Andere personen zullen de vergadering niet kunnen bijwonen, zelfs niet als « waarnemer »

#### VI. VERLOOP VAN DE WERKZAAMHEDEN

##### a) *Begin van de werkzaamheden*

De Conferentie wordt geopend met drie toespraken, respectievelijk door de Voorzitter van de twee Kamers van het Italiaanse Parlement en door de Voorzitter van het Europese Parlement.

##### b) *Voorzitterschap*

Het voorzitterschap wordt waargenomen door de Voorzitters van de beide Kamers van het Italiaanse Parlement en door de Voorzitter van het Europese Parlement, bijgestaan door de Voorzitters van de Assemblées van de overige staten van de Gemeenschap die aan de conferentie deelnemen.

c) *Temps de parole*

Partant du principe que 20 heures environ seront disponibles au total pour les travaux, en réservant 5 heures à la phase d'ouverture, aux deux interventions des non-parlementaires et à la phase finale (examen et adoption du document final), 15 heures restent disponibles pour les débats. Ces heures sont réparties comme suit : 10 heures (représentant deux tiers du total) sont destinées aux membres des Parlements des Etats membres : 5 heures (représentant un tiers du total) sont destinées aux députés du Parlement européen. Sur les 10 heures réservées aux membres des Parlements nationaux, 2 heures (120 minutes) seront réparties de façon égale entre les douze délégations, à raison de 10 minutes pour chaque délégation; 8 heures (480 minutes) seront réparties en proportion de l'importance numérique de chaque délégation, selon le tableau suivant :

c) *Spreektijd*

Op grond van het principe dat er in totaal ongeveer 20 uren beschikbaar zullen zijn voor de werkzaamheden, waarbij 5 uren worden uitgetrokken voor de openingsfase, voor de twee toespraken van de niet-parlementsleden alsmede voor de eindfase (behandeling en goedkeuring van het slotdocument) zullen er nog 15 uren overblijven voor de debatten. Die uren worden als volgt verdeeld : 10 uren (zijnde twee derde van het totaal) zijn bestemd voor de leden van de Parlementen van de Lid-Staten; 5 uren (zijnde een derde van het totaal) zijn bestemd voor de Europese Parlementsleden. Van de 10 uren die bestemd zijn voor de leden van de nationale Parlementen worden 2 uren (120 minuten) gelijkelijk verdeeld tussen de 12 afvaardigingen, naar rato van 10 minuten voor iedere afvaardiging; 8 uren (480 minuten) zullen evenredig worden verdeeld volgens de numerieke sterkte van iedere afvaardiging en zulks volgens de onderstaande tabel :

Minuten ter beschikking. — <i>Minutes à la disposition des délégations nationales</i>				Minuten ter beschikking van de Europese Parlementsleden — <i>Minutes à la disposition des membres du Parlement européen</i>
Staten — <i>Etats</i>	Gelijk. verdeelde minuten — <i>Minutes réparties de façon égale</i>	Verhoudingsgewijs verdeelde minuten — <i>Minutes réparties proportionnellement</i>	Totaal — <i>Total</i>	
België. — <i>Belgique</i> .....	10	22,2	32,2	
Denemarken. — <i>Danemark</i> .....	10	14,8	24,8	
BR Duitsland. — <i>RF D'Allemagne</i> .....	10	75	85	
Griekenland. — <i>Grèce</i> .....	10	22,2	32,2	
Spanje. — <i>Espagne</i> .....	10	55,5	65,5	
Frankrijk. — <i>France</i> .....	10	75	85	
Ierland. — <i>Irlande</i> .....	10	13,8	23,8	
Italië. — <i>Italie</i> .....	10	75	85	
Luxemburg. — <i>Luxembourg</i> .....	10	5,5	15,5	
Nederland <sup>d</sup> . — <i>Pays-Bas</i> .....	10	23,1	33,1	
Portugal. — <i>Portugal</i> .....	10	22,2	32,2	
Verenigd Koninkrijk. — <i>Royaume-Uni</i> .....	10	75	85	
Totaal. — <i>Total</i> .....	120	479,3	599,3	

Le temps maximum prévu pour chaque intervention — y compris celles du Président du Conseil et du Président de la Commission des Communautés européennes — est fixé à 10 minutes.

d) *Comité de rédaction*

Il sera constitué un comité de rédaction, présidé par le Président de la Chambre des Représentants du Parlement belge et Président du Comité d'avis chargé des affaires européennes, M. Nothomb, et composé des présidents des organismes parlementaires spécialisés dans les problèmes communautaires, qui participent à la Conférence, ainsi que de cinq parlementaires européens; il sera chargé de suivre les travaux et d'élaborer un projet de déclaration finale.

Ce comité se réunira à l'issue de la première journée et déposera son texte pour 18 heures, le deuxième jour.

De maximale spreektijd voor elke toespraak, met inbegrip van die van de voorzitter van de Ministerraad en de voorzitter van de EG-Commissie, is vastgesteld op 10 minuten.

d) *Redactiecomité*

Er zal een redactiecomité worden samengesteld, voorzeten door de heer Nothomb, Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers van het Belgisch Parlement en voorzitter van het Adviescomité voor Europese Aangelegenheden. Het redactiecomité is samengesteld uit de voorzitters van de parlementaire commissies gespecialiseerd in Europese aangelegenheden die aan de Conferentie deelnemen alsmede uit vijf Europese Parlementsleden. Het adviescomité zal belast worden met het volgen van de werkzaamheden en met de voorbereiding van een ontwerp van slotverklaring.

Dat comité zal na afloop van de eerste dag bijeenkomen en zijn tekst de tweede dag tegen 18 uur indienen.

e) *Clôture des travaux*

Le projet de déclaration finale sera traduit et distribué au début de la troisième journée. D'éventuels amendements, signés par 5 parlementaires au moins, devront être déposés pour 18 heures, le troisième jour.

Le vote, à la majorité absolue des participants, intervient le quatrième jour.

La déclaration finale aura une portée exclusivement politique, eu égard au caractère extraordinaire de la Conférence.

## VII. PUBLICITE DES TRAVAUX

La Conférence sera ouverte au public et aux médias, de manière à ce que ses travaux bénéficient de la publicité la plus large possible.

## VIII. REGLEMENT

Le règlement de la Conférence est constitué principalement par les décisions prises par les Présidents lors de la réunion du 20 septembre. Pour les questions éventuelles qui n'auraient pas été expressément envisagées dans le cadre de ces décisions, leur règlement relève de la présidence de la Conférence, compte tenu éventuellement du règlement du Parlement européen, dans la mesure où ce dernier est applicable.

## IX. DOCUMENTATION

Les documents de travail, les notes ou les propositions, qui constitueront la documentation politique de base pour les discussions, pourront être déposés auprès de la présidence de la Conférence d'ici la fin du mois d'octobre.

Cette documentation sera complétée par des notes techniques comprenant : le texte des décisions adoptées par les Présidents lors de la réunion du 20 septembre, la liste de tous les participants, une note informative sur l'organisation des 21 Assemblées des différents Etats membres et du Parlement européen et le texte du règlement du Parlement européen.

e) *Beëindiging van de werkzaamheden*

Het ontwerp van slotverklaring zal worden vertaald en de ochtend van de derde dag rondgedeeld worden. Eventuele amendementen, die door ten minste vijf parlementsleden ondertekend zijn, moeten de derde dag uiterlijk om 18 uur worden ingediend.

Voor de stemming, die de vierde dag plaatsvindt, is de volstreekte meerderheid van de deelnemers vereist.

Gelet op het buitengewoon karakter van de Conferentie zal de slotverklaring een uitsluitend politieke strekking hebben.

## VII. OPENBAARHEID VAN DE WERKZAAMHEDEN

De Conferentie zal toegankelijk zijn voor het publiek en voor de media zodat aan haar werkzaamheden zoveel mogelijk ruchtbaarheid kan worden gegeven.

## VIII. REGLEMENT

Het reglement van de Conferentie bestaat voornamelijk uit de besluiten die de Voorzitters op de vergadering van 20 september hebben genomen. Kwesties die in het raam van deze besluiten niet uitdrukkelijk zijn vermeld, kunnen door het voorzitterschap van de Conferentie worden geregeld, waarbij eventueel rekening wordt gehouden met het reglement van het Europese Parlement voor zover dit van toepassing is.

## IX. DOCUMENTATIE

De werkdocumenten, de nota's of de voorstellen die de politieke basisdocumentatie voor de besprekingen zullen vormen, kunnen tegen eind oktober bij het voorzitterschap van de conferentie worden ingediend.

Die documentatie zal worden aangevuld met technische nota's waarin begrepen zijn : de tekst van de besluiten die de Voorzitters op de vergadering van 20 september hebben aangenomen, de lijst van alle deelnemers, een voorlichtingsnota over de organisatie van de 21 Assemblées van de verschillende Lid-Staten en van het Europese Parlement, alsmede de tekst van het reglement van het Europese Parlement.

ANNEXE III

3<sup>ème</sup> Conférence Interparlementaire  
des organes spécialisés dans  
les Affaires communautaires  
(Rome, 1<sup>er</sup>-2 octobre 1990)

CONCLUSIONS

Après avoir amplement débattu les aspects préparatoires ayant trait au déroulement de la Conférence des Parlements des Pays de la Communauté européenne, dans le cadre des décisions prises par les Présidents des Parlements des Pays de la Communauté européenne et du Parlement européen, à l'occasion de la Conférence qui s'est tenue à Rome le 20 septembre 1990, les représentants des Organes spécialisés dans les affaires communautaires des Parlements des pays membres de la Communauté et du Parlement européen, réunis à Rome les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 1990, se sont penchés sur le thème clé du débat de la Conférence : « L'avenir de la Communauté. Les implications pour la Communauté européenne et les Etats membres des propositions relatives à l'Union économique et monétaire et à l'Union politique, en accordant une attention particulière au rôle des Parlements nationaux et du Parlement européen ».

La Conférence a adopté les conclusions suivantes :

A. Elle recommande que les travaux de la Conférence des Parlements de la Communauté européenne soient organisés par séances ayant pour objet les quatre thèmes généraux identifiés ci-dessous :

I. Les nouveaux objectifs de la Communauté européenne :  
— l'Union économique et monétaire et la cohésion économique et sociale;

— l'Union politique.

II. Renforcement de la légitimité démocratique à l'intérieur des institutions communautaires comme dans les relations avec les Etats membres (légitimité nationale).

III. Compétences de la Communauté et des Etats membres.

IV. Relations avec d'autres pays et les institutions internationales.

B. Elle recommande aux Parlements nationaux qui souhaitent faire parvenir avant le 31 octobre 1990 (délai fixé par la Conférence des Présidents du 20 septembre dernier) des contributions écrites à la préparation de la Conférence des Parlements de la Communauté européenne en tenant compte de ces 4 thèmes et de présenter dans le même ordre, les réponses éventuelles aux questions évoquées dans le questionnaire en annexe III-1.

C. Elle convient de donner un mandat aux Présidents des Organes spécialisés des Parlements nationaux et au Parlement européen, qu'elle invite à se réunir à Rome le 12 novembre prochain, pour qu'ils examinent les documents parvenus en vue de la Conférence des Parlements de la Communauté européenne et pour qu'ils complètent éventuellement aussi, à la lumière de nouvelles propositions éventuelles, les conclusions adoptées.

BIJLAGE III

3de Interparlementaire Conferentie van  
de commissies gespecialiseerd in  
Europese aangelegenheden  
(Rome, 1 en 2 oktober 1990)

BESLUITEN

Na uitgebreid te zijn ingegaan op de voorbereidende aspecten in verband met het verloop van de Conferentie van de Parlementen van de landen van de Europese Gemeenschap, in het kader van de door de voorzitters van de Parlementen van de landen van de Europese Gemeenschap en van het Europees Parlement naar aanleiding van de Conferentie in Rome op 20 september 1990 genomen beslissingen, bespraken de vertegenwoordigers van de commissies gespecialiseerd in Europese aangelegenheden van de Parlementen van de lidstaten van de Gemeenschap en van het Europees Parlement op 1 en 2 oktober 1990 te Rome het hoofdthema van het debat van de Conferentie : « De toekomst van de Gemeenschap. De implicaties voor de Europese Gemeenschap en haar lidstaten van de voorstellen betreffende de economische en monetaire Unie en de politieke Unie, met bijzondere aandacht voor de rol van de nationale Parlementen en van het Europees Parlement ».

De Conferentie kwam tot de volgende besluiten :

A. Zij beveelt aan de werkzaamheden van de Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap te organiseren in afzonderlijke vergaderingen gewijd aan de volgende vier algemene thema's :

I. Nieuwe objectieven van de Europese Gemeenschap :  
— de economische en monetaire Unie en de economische en sociale cohesie;

— de politieke Unie.

II. Versterking van de democratische legitimiteit binnen de communautaire instellingen en in de betrekkingen met de lidstaten (nationale legitimiteit).

III. Bevoegdheden van de Gemeenschap en van de lidstaten.

IV. Betrekkingen met andere landen en met internationale instellingen.

B. Zij raadt de nationale Parlementen aan die vóór 31 oktober 1990 (d.i. de door de Conferentie van Voorzitters van 20 september jongstleden vastgestelde termijn) schriftelijke bijdragen willen leveren tot de voorbereiding van de Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap, rekening te houden met deze vier thema's en, in dezelfde orde, eventueel de bijgevoegde vragenlijst te beantwoorden.

C. Zij komt overeen de Voorzitters van de gespecialiseerde commissies van de nationale Parlementen en het Europees Parlement, die zij uitnodigt voor een vergadering te Rome op 12 november eerstkomend, opdracht te geven de met het oog op de Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap toegekomen documenten door te nemen en de goedgekeurde besluiten, in het licht van eventuele nieuwe voorstellen, zonodig aan te vullen.



## ANNEXE III. 1

**Questionnaire (points de réflexion) <sup>(1)</sup> en vue de fixer une position à l'égard des quatre thèmes de la « Conférence des Parlements de la Communauté européenne » (Rome, 27-30 novembre 1990).**

Les Parlements sont invités à faire connaître leur point de vue concernant les 4 thèmes de la Conférence, et cela dans l'ordre indiqué.

Les points de réflexion repris sous les quatre thèmes principaux n'ont qu'une valeur indicative.

En fait, il s'agit simplement de questionner les Parlements quant à leur position à l'égard des sous-thèmes suggérés.

**I. Les nouveaux objectifs de la Communauté****Révision des traités existants ou nouveaux traités?****a. L'Union économique et monétaire et la cohésion économique et sociale**

1) Calendrier des étapes pour la réalisation de l'Union économique et monétaire; conditions à remplir avant de passer à la phase suivante.

2) Convergence des politiques économiques et budgétaires.

3) Formes de financement de la Communauté et harmonisation fiscale.

4) Contrôle démocratique des nouvelles institutions monétaires.

5) Cohésion économique et sociale.

**b. L'Union politique**

1) Sécurité et politique extérieure; renforcement de la coopération politique concernant les relations extérieures.

2) Politique sociale.

3) Politique régionale.

4) Environnement.

5) Culture et enseignement.

La relation contre Ia. et Ib.

**II. Renforcement de la légitimité démocratique****a. Renforcement de la légitimité démocratique à l'intérieur des institutions communautaires**

1) Rôle constituant du Parlement européen.

2) Pouvoir d'initiative et de décision en matière législative du Parlement européen.

3) Pouvoir d'investiture et de censure de la Commission par le Parlement européen.

4) Transparence des décisions du Conseil et de la Commission; examen de faisabilité des décisions.

## BIJLAGE III. 1

**Vraagstelling (punten ter overweging) <sup>(1)</sup> met het oog op de bepaling van een standpunt ten aanzien van de 4 thema's van de « Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap » (Rome, 27-30 november 1990).**

De Parlementen worden uitgenodigd hun standpunt te kennen te geven over de 4 thema's van de Conferentie en dit in de aangegeven volgorde.

De aandachtspunten vermeld onder de 4 hoofdthema's hebben slechts een indicatieve waarde.

Het betreft in feite slechts een bevraging van de Parlementen naar hun standpunt ten aanzien van de gesuggereerde subthema's.

**I. De nieuwe objectieven van de Europese Gemeenschap****Herziening van de bestaande Verdragen of nieuwe Verdragen?****a. De economische en monetaire Unie en de economische en sociale samenhang**

1) Tijdschema (etappes) voor de totstandkoming van de economische en monetaire Unie; te vervullen voorwaarden vooraleer naar de volgende fase kan worden overgegaan.

2) Convergence van het economisch en budgettair beleid.

3) Financieringsvormen van de Gemeenschap en fiscale harmonisering.

4) Democratische controle van de nieuwe monetaire instellingen.

5) Economische en sociale samenhang.

**b. De politieke unie**

1) Veiligheid en buitenlands beleid.

2) Sociaal beleid.

3) Regionaal beleid.

4) Milieu.

5) Cultuur en Onderwijs.

Het verband tussen Ia. en Ib.

**II. Versterking van de democratische legitimiteit****a. Versterking van de democratische legitimiteit binnen de communautaire instellingen**

1) Grondwetgevende rol van het Europees Parlement.

2) Initiatief- en beslissingsbevoegdheid van het Europees Parlement op wetgevend vlak.

3) Investituur- en sanctioneringsbevoegdheid van de commissie door het Europees Parlement.

4) Doorzichtigheid van de beslissingen van de Raad en van de Commissie; onderzoek naar de uitvoerbaarheid van de beslissingen.

<sup>(1)</sup> Cette liste fut rédigée par un comité de rédaction (« troïka » en collaboration avec le Président, M. Ch.-F. Nothomb) constitué des Présidents des commissions spécialisés en affaires européennes des Etats membres qui exercent la présidence passée, actuelle et à venir du Conseil des Ministres (de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg).

<sup>(1)</sup> Deze lijst werd opgesteld door een redactiecomité (« troïka » bijgestaan door de Kamervoorzitter, de heer Ch.-F. Nothomb) samengesteld door de Voorzitters van de Commissies gespecialiseerd in Europese aangelegenheden van de Lidstaten die het vorige, huidige en komende voorzitterschap uitoefenen van de Europese Ministerraad (Ierland, Italië, Luxemburg).

5) Citoyenneté européenne.

6) Elargissement des compétences exécutives de la Commission et contrôle de ses compétences législatives et exécutives.

b. Renforcement de la légitimité démocratique dans les relations entre la Communauté et les Etats membres

1) Rôle européen des Parlements nationaux.

2) Institutionnalisation de la coopération entre les Parlements de la Communauté; codécision; la création d'un Sénat européen; transformation du Conseil des ministres en une Chambre des Etats.

3) Institution d'un secrétariat permanent pour les organes spécialisés dans les affaires communautaires.

4) Information des Parlements nationaux sur l'activité des institutions de la Communauté européenne.

5) Adaptation du système interne au droit communautaire et contrôles y relatifs.

6) Rôle de la Cour de Justice et de la Cour des Comptes dans l'application du droit communautaire.

III. Compétences de la Communauté et des Etats membres

1) Efficience et efficacité.

2) Amélioration du processus décisionnel (extension vote majoritaire).

3) Opérationnalisation du principe de subsidiarité.

4) Répartition des compétences au niveau européen, national et régional.

IV. Relations avec d'autres pays et les institutions internationales

1) Extension par rapport à l'intensification de la CE.

2) Adhésion ou association de nouveaux Etats; les frontières de la Communauté.

3) Relations avec l'AELE.

4) Relations avec le Conseil de l'Europe.

5) Relations avec l'Europe centrale et de l'Est.

6) Relations avec la CSCE, l'UEO, l'OTAN.

7) Relations avec les pays en voie de développement.

5) Europees (staats)burgerschap.

6) Uitbreiding van de uitvoerende bevoegdheden van de Commissie en controle van haar wetgevende en uitvoerende bevoegdheden.

b. Versterking van de democratische legitimiteit in de betrekkingen tussen de Gemeenschap en de lidstaten

1) Europese rol van de nationale Parlementen.

2) Institutionaliseren van de samenwerking tussen de Parlementen en de Gemeenschap; oprichting van een Europese Senaat.

3) Oprichting van een vast secretariaat voor de in de communautaire aangelegenheden gespecialiseerde commissies.

4) Informatie voor de nationale Parlementen over de activiteit van de Commissie en van het Europees Parlement.

5) Aanpassing van het intern systeem aan het communautair recht en desbetreffende controles.

6) Rol van het Hof van Justitie en van het Rekenhof in de toepassing van het communautair recht.

III. Bevoegdheden van de Gemeenschap en van de Lidstaten

1) Efficiency en doeltreffendheid.

2) Verbetering van het besluitvormingsproces (uitbreiding van het principe van de meerderheidsstemming).

3) Operationeel maken van het subsidiariteitsbeginsel.

4) Bevoegdheidsverdeling op Europees, nationaal en regionaal vlak.

IV. Betrekkingen met andere landen en met de internationale instellingen

1) Uitbreiding versus verdieping van de EG.

2) Toetreding of aansluiting van nieuwe Staten; de grenzen van de Gemeenschap.

3) Betrekkingen met de EVA.

4) Betrekkingen met de Raad van Europa.

5) Betrekkingen met Centraal- en Oost-Europa.

6) Betrekkingen met de KVSE, de WEU, de NAVO.

7) Betrekkingen met de ontwikkelingslanden.